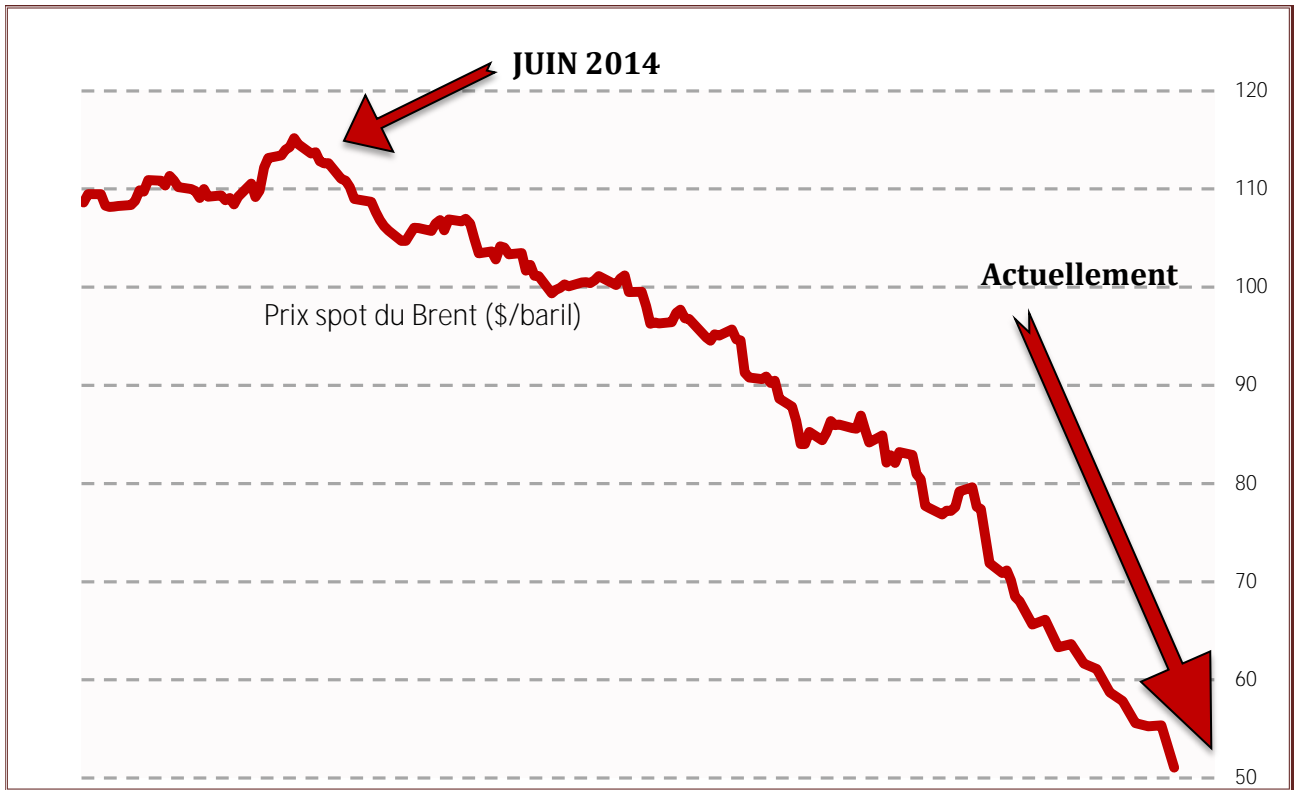


CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE



Numéro 4 Janvier 2015



RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE MONDIALE

h >> d/E dZ/D ^dZ/ > [/ ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA

CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

© 20152014 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW Washington DC 20433 U.S.A.
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 17 16 15 14

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de ses Administrateurs ou des pays qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et licences



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Shanta Devarajan, Lili Mottaghi. 2015. « Chute des prix du pétrole » Bulletin trimestriel d'information économique de la région Moyen -orient et Afrique du Nord, (Janvier), Banque mondiale, Washington. Doi : DOI : 10.1596/978-1-4648-0538-7 Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications et de la diffusion des connaissances de la Banque mondiale : Publishing and Knowledge Division, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN : 978-1-4648-0538-7

DOI : 10.1596/978-1-4648-0538-7

PUBLICATION GRATUITE

CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

REMERCIEMENTS

Ce bulletin est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Il complète la publication semestrielle de la Banque mondiale intitulée « Le point sur la situation économique dans la région MENA » par un examen en temps réel des pays sélectionnés basé sur des données à fréquence élevée.

Ce bulletin a été préparé par Lili Mottaghi sous la direction de Shanta Devarajan (économiste en chef, région Moyen-Orient et Afrique du Nord). Nous tenons à remercier Ibrahim Al-Ghelaïqah, Ali Aljabal, Sara Al-Nashar, Nada Choueiri, Ahmed Kouchouk, Ashwaq Natiq Maseeh, Samer Naji Matta, Natsuko Obayashi, Dilip Ratha, Kirsten Schuettler, and Seyed Reza Yousefi pour les données et les informations sur les pays ; Mustapha Rouis, Farrukh Iqbal, Elena Ianchovichina et Mélise Jaud pour leurs précieuses observations. Youssouf Kiendrebeogo, Isabelle Chaal-Dabi et Nathalie Lenoble pour leur contribution à la collecte et au traitement des données.

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS	1
CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE ET ÉVOLUTIONS RÉCENTES	3
ÉGYPTE	7
L'impact de la chute des prix du pétrole	8
Réformes	8
Solde budgétaire	8
Comptes extérieurs	8
Flux de fonds du CCG	9
Inflation	9
TUNISIE	10
L'impact de la chute des prix du pétrole	10
Solde budgétaire	10
Comptes extérieurs	10
Croissance	11
Taux de change	11
Inflation et pauvreté	11
LIBAN	12
L'impact de la chute des prix du pétrole	12
Solde budgétaire	12
Comptes extérieurs	13
Croissance et Inflation	13
JORDANIE	14
L'impact de la chute des prix du pétrole	14
Solde budgétaire	15
Comptes extérieurs	15
Croissance et Inflation	15
IRAN	16
L'impact de la chute des prix du pétrole	17
Scénario avec accord sur le nucléaire	17
Scénario sans accord sur le nucléaire	17
IRAK	19
L'impact de la chute des prix du pétrole	20
Dépenses publiques	20
Pauvreté	20
Taux de change	20
YÉMEN	22
L'impact de la chute des prix du pétrole	22
Solde budgétaire	22

Comptes extérieurs.....	23
Taux de change	23
Pauvreté.....	23
Croissance	23

LIBYE.....	24
L'impact de la chute des prix du pétrole	24

CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE (CCG).....	26
---	-----------

ANNEXE 1. CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE ET TRANSFERTS DE FONDS À PARTIR DES PAYS DU CCG	30
--	-----------

ANNEXE 2. TABLEAUX SUR LES PAYS	34
--	-----------

Liste des figures

Figure 1. Seuil de rentabilité des prix du pétrole.....	3
Figure 2. Prévisions 2014 des prix du pétrole (brut Brent, dollar/Baril).....	5
Figure 3. Égypte : Situation économique	7
Figure 4. Tunisie : Situation économique	10
Figure 5. Liban : Situation économique	12
Figure 6. Jordanie : Situation économique	14
Figure 7. Iran : Situation économique.....	16
Figure 8. Situation économique (avec ou sans accord sur le nucléaire).....	18
Figure 9. Iraq : Situation économique.....	19
Figure 10. Yémen : Situation économique.....	22
Figure 11. Libye : Situation économique.....	24
Figure 12. Indices boursiers	26
Figure 13. Envois de fonds des pays du CCG vers les pays de la MENA (%)	27
Figure 14. Décaissements au titre de l'aide publique au développement de la part des pays du CCG	28

Liste des tableaux

Tableau 1. Aperçu : Commerce du pétrole et soldes budgétaires	2
Tableau 2. Tunisie : Situation budgétaire en cas de chute des prix du pétrole.....	11
Tableau 3. Iran : Croissance du PIB réel de l'Iran (avec ou sans accord sur le nucléaire)	17
Tableau 4. État des finances des pays du Golfe en raison du choc des prix du pétrole	29

Liste des tableaux : [Annexes](#)

Annexe 1

Annexe Tableau 1. Envois de fonds des migrants des pays du CCG	30
Annexe Tableau 2. Envois de fonds des pays du CCG vers les autres pays de la MENA.....	31
Annexe Tableau 3. Rentrées de fonds dans les pays de la MENA provenant des pays du CCG (%).....	31
Annexe Tableau 4. Déterminants des envois de fonds à partir des pays du CCG	32
Annexe Tableau 5. Projections des envois de fonds à partir des pays du CCG	33

Annexe 2 : Tableaux sur les pays	34
---	-----------

FAITS SAILLANTS

Trois mois après que la plupart des observateurs dont [la Banque mondiale](#), aient publié leurs dernières prévisions, la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a changé de manière considérable. Les tensions politiques se sont atténuées quelque peu avec la tenue d'élections présidentielles et législatives dans un certain nombre de pays. Le Gouvernement égyptien a approuvé la loi sur les circonscriptions électorales, dernière étape avant l'organisation d'élections législatives, qui elles, constituent la phase finale de la feuille de route politique établie en juillet 2013. L'élection présidentielle a eu lieu en Tunisie, avec l'entrée en fonction en décembre de Béji Caïd Essebsi comme nouveau président. Les négociations sur le programme nucléaire de l'Iran avec les puissances du groupe « P5 + 1 » ont été prolongées de six mois – alors que les discussions bilatérales se poursuivent - dans le but de parvenir à un accord en juillet 2015. En Irak, le gouvernement et la région kurde ont conclu un accord en décembre permettant de régler un différend de longue date à propos du budget et de la répartition des recettes pétrolières. Pendant ce temps, le Liban, le Yémen et la Libye ont encore du mal à maintenir un gouvernement fonctionnel. Selon les estimations, l'économie mondiale a augmenté de 2,6 % (taux annualisé), mieux que le deuxième trimestre de 2014, mais la situation n'a pas changé par rapport au rythme lent observé en 2012 et 2013.

Mais le fait le plus important est l'effondrement des cours mondiaux du pétrole, qui ont atteint un niveau en dessous de 50 dollars le baril (brut Brent) en début janvier, soit une baisse de 50 % depuis les sommets atteints en mi-juin 2014.

La chute des prix du pétrole aura des conséquences importantes à la fois pour les exportateurs et les importateurs de pétrole de la région MENA. Les importateurs verront s'améliorer leur compte courant grâce à la réduction de la facture des importations, et leur compte budgétaire à mesure que le coût de la subvention des carburants (dont certaines sont assez élevées pouvant atteindre 10 % du PIB) diminue. Les économies des pays exportateurs de pétrole pourraient également être affectées, le pétrole représentant plus de la moitié de leurs recettes budgétaires et d'exportation (au Yémen et en Libye, le pétrole représente plus de 90 % de l'ensemble des exportations). Les dépenses budgétaires ayant augmenté dans ces pays et ils feront probablement face à des déficits budgétaires plus importants ou à des diminutions sensibles de leurs excédents. Leurs comptes extérieurs seront également affectés, ce qui pourrait éventuellement exercer une pression sur leurs monnaies (tableau 1). Les exportateurs de pétrole du CCG se trouvent quant à eux dans une bien meilleure position, leurs énormes réserves leur permettant d'amortir l'impact de la baisse des prix du pétrole. Certains de ces pays ont cependant déjà commencé à prendre des mesures. Le nouveau budget d'Arabie Saoudite ne devrait connaître qu'une modeste augmentation (0,5 %) des dépenses par rapport à celle de 28 % observée l'année précédente. Sur une note positive, la chute des prix du pétrole va réduire l'inflation importée dans les pays exportateurs et importateurs de pétrole et, en fonction de l'ampleur des effets de répercussion sur l'inflation intérieure, pourrait profiter aux pauvres. La légère augmentation de la consommation due à la baisse des prix contribuera également à une légère hausse de la croissance.

Ce numéro du bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA porte sur les implications de la réduction des prix du pétrole pour les huit pays en développement de la région MENA, le groupe dit MENA-8 (importateurs de pétrole : Égypte, Tunisie, Liban et Jordanie et exportateurs de pétrole : Iran, Irak, Yémen et Libye) et les économies du CCG (Conseil de coopération du Golfe), qui jouent un rôle majeur dans la mise à disposition de fonds sous la forme d'aide,

d'investissements, de recettes touristiques et d'envois de fonds au reste des pays de la région. Notre exercice d'analyse d'impact, repose sur l'hypothèse suivante: pour l'année 2015 le prix du pétrole sera en moyenne de 65 dollars - Brent le baril. A titre de comparaison nous considérerons également un prix du pétrole plus élevé, à 78 dollars – Brent par baril.¹ Comme avec d'autres variables économiques, le futur prix du pétrole reste incertain, ce qui ajoute une marge d'erreur dans les projections. Nous ne faisons aucune modification de la quantité de pétrole importée ou exportée (en 2014) et de calculer l'impact que l'effet de la variation du prix. Les données de 2015 - 2017 dans les figures et tableaux présentés dans ce rapport sont des projections. Ces projections sont fondées sur des statistiques disponibles jusqu'à début janvier 2015.

Tableau 1. Aperçu : commerce du pétrole et soldes budgétaires

	Variation du solde des échanges de pétrole (en millions de USD)	Variation du solde des échanges de pétrole (en % du PIB)	Variation du solde budgétaire (US \$ millions)	Variation du solde budgétaire (en % du PIB)
Bahrein	-29	-0,1	-2602	-7,7
Koweït	-30 051	-16,2	-40050	-21,9
Oman	-12 235	-14,9	-12868	-15,2
Qatar	-8 741	-4,1	-19193	-8,9
Arabie saoudite	-63 082	-8,2	-103114	-15,1
Émirats arabes unis	-39 440	-9,6	-41655	-10,0
Iran	-17 739	-4,4	-8648	-1,9
Irak	-34 894	-14,1	-34504	-14,9
Libye	-8 599	-14,7	-15427	-26,9
Yémen	-2 628	-6,1	-1970	-4,7
Égypte	1 504	0,5	...	...
Tunisie	292	0,6	935	2,0
Jordanie	997	2,2	...	...

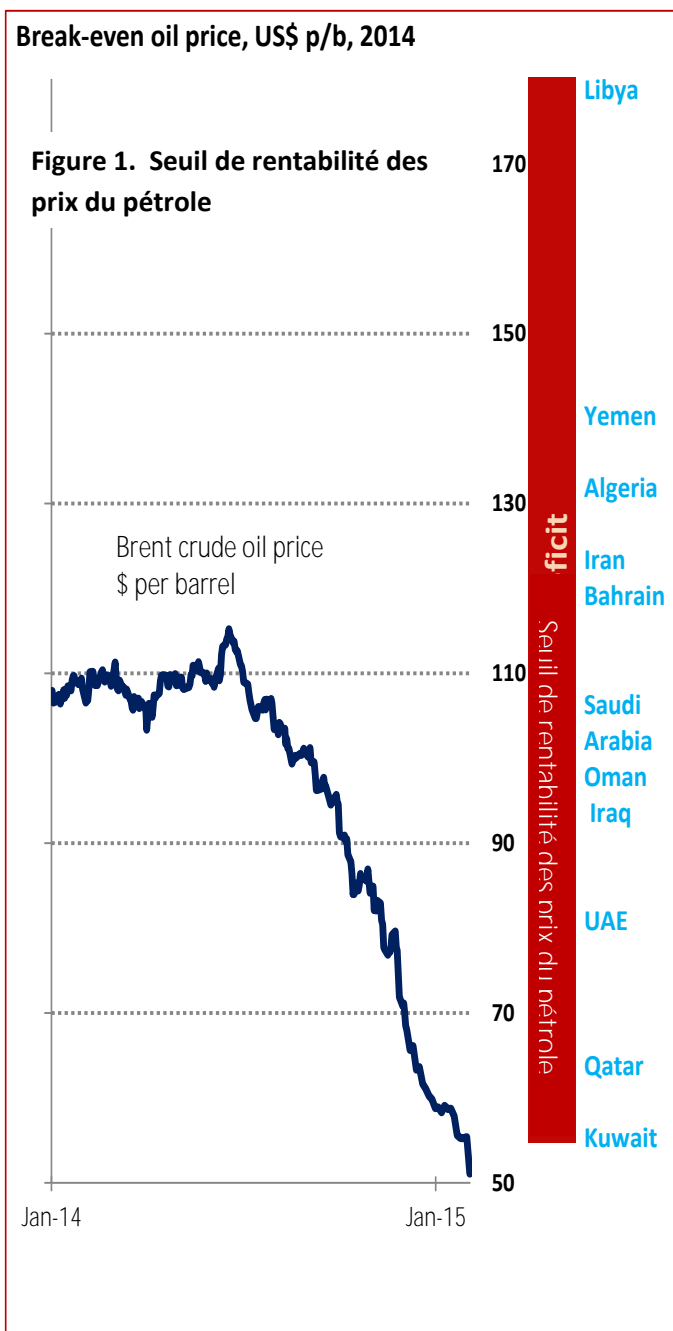
¹ Les prix du pétrole de 78 dollars sont des projections de la Banque mondiale effectuées en décembre 2014 et début janvier 2015.

Source : Estimations du personnel de la Banque mondiale. Les hypothèses du prix du pétrole brut Brent à 65 dollars et d'absence de changement de politique sont formulées pour des raisons de projections. Le solde des échanges pétroliers est obtenu net des exportations de pétrole.

CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE ET ÉVOLUTIONS RÉCENTES

Les prix du pétrole se sont réduits de moitié au quatrième trimestre 2014 et en moins d'un mois en 2015, ils encore reculé de 9 %. Le pétrole brut Brent a chuté pour tomber, pour la première fois depuis mai 2009, en dessous de 50 dollars le baril en début janvier 2015. Bien qu'ils se soient légèrement redressés après, tout porte à croire que les prix ne décolleront pas de sitôt. La gravité de la chute des prix du pétrole est presque sans précédent – deuxième derrière celle de 2008 lorsque les prix sont passés de 148 dollars à 40 dollars le baril. Trois raisons ont été avancées pour expliquer cet effondrement des prix du pétrole. Du point de vue de l'offre, une augmentation de la production américaine de pétrole de schiste et un changement de la politique de l'OPEP qui est passé du ciblage du niveau de prix au maintien des parts de marché ; et du point de vue de la demande, une demande mondiale plus faible que prévue en raison d'une croissance mondiale atone. Contrairement à la crise des prix du pétrole de 2008 qui était axée sur la demande, les facteurs de l'offre jouent un rôle dominant dans le marché actuel du pétrole.

Globalement, la baisse des prix du pétrole a déjà réduit l'inflation à l'échelle mondiale et pourrait stimuler une reprise mondiale. La Banque mondiale estime qu'une baisse soutenue de 30 % du prix du pétrole, si elle résulte d'une surabondance de l'offre, pourrait augmenter le PIB mondial d'environ 0,5 point de pourcentage à moyen terme. L'impact global sur la croissance dépend de plusieurs autres facteurs qui varient considérablement selon les régions et les pays particuliers. Dans les pays en développement, l'impact varie grandement entre les exportateurs et les importateurs de pétrole. La chute des prix du pétrole devrait avoir de graves conséquences pour les comptes budgétaires et extérieurs des



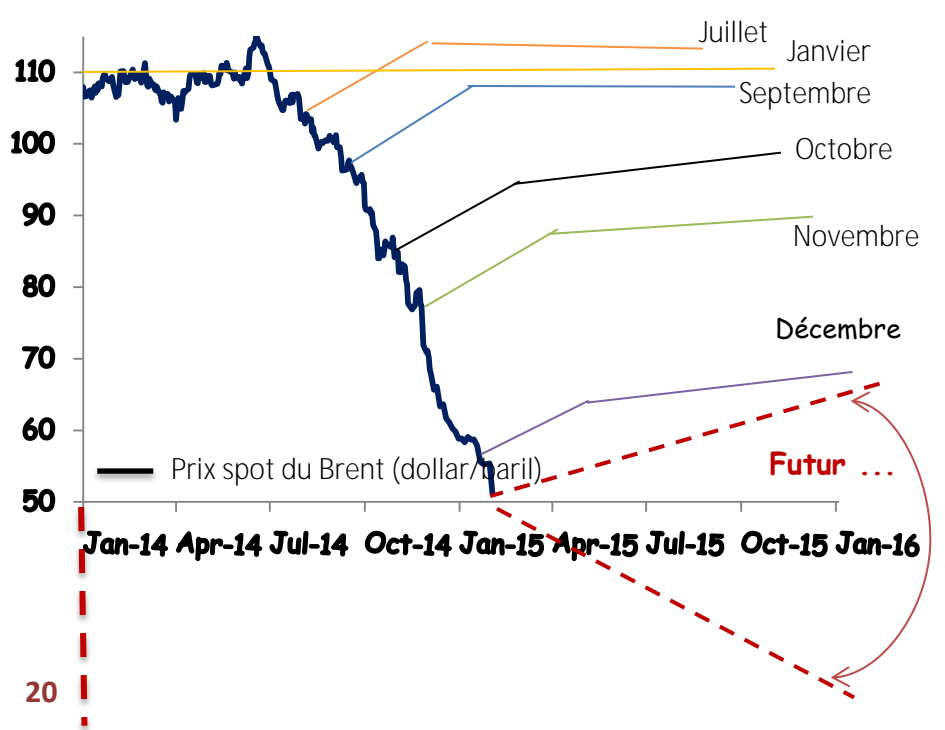
producteurs de pétrole, notamment ceux qui dépendent fortement des recettes d'exportations de pétrole tels que la Russie et le Venezuela.

L'impact positif de la baisse des prix sur les pays importateurs de pétrole prendra plus de temps à se matérialiser et reste incertain. Les gains pourraient être répartis entre un grand nombre de pays, mais sont susceptibles d'être modestes en moyenne, en fonction de la part des importations de pétrole dans le PIB et le niveau global de confiance dans l'économie. Dans les économies comme celles de la zone euro qui ont déjà du mal à stabiliser les projections déflationnistes, la baisse des prix du pétrole pourrait exacerber les problèmes actuels.

Le choc des prix du pétrole présente des défis similaires pour les perspectives économiques du groupe de pays dit MENA-8 et des pays de la région MENA en général, notamment pour les pays exportateurs de pétrole fortement dépendants des recettes d'exportation du pétrole. Dans ce contexte, les exportateurs de pétrole du groupe MENA-8 (Iran, Irak, Libye et Yémen) espèrent voir le prix du pétrole s'établir en dessous de 60 dollars le baril au cours de l'exercice budgétaire prochain (et dans certains cas, à 40 dollars le baril), ce qui est beaucoup plus élevé que les prix actuels (ou futurs) mais toujours beaucoup plus bas que leurs seuils de rentabilité - prix permettant l'équilibre du budget de l'État (Figure 1). Si la situation actuelle persiste, ou pire encore si les prix du pétrole baissent davantage, il serait difficile pour ces gouvernements de maintenir leur politique budgétaire. Le Yémen et la Libye sont parmi les producteurs de pétrole les plus vulnérables, le pétrole représentant environ 95 % des recettes d'exportation et des recettes budgétaires. L'Iran, l'Iraq et la Libye pourrait connaître une détérioration du solde des échanges de pétrole (exportations nettes de pétrole) de plus de 10 % du PIB en 2015. La chute des prix du pétrole devrait renflouer les comptes budgétaires et extérieurs des pays qui dépendent fortement des importations de pétrole. Les pays importateurs de pétrole qui devraient profiter de ce contexte sont la Jordanie, la Tunisie, le Liban et l'Égypte, dont la balance commerciale pourrait s'accroître pour atteindre jusqu'à 2 % du PIB.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la baisse des prix du pétrole va se poursuivre en 2015. Contrairement à la crise pétrolière de 2008, où les marchés à terme sont restés optimistes quant à une reprise des prix du pétrole, il n'y a aucune indication de la sorte dans le marché à terme pour le moment. Les données provenant des contrats à terme de la CEI montrent que le prix du pétrole pour livraison en août est d'environ 56 dollars le baril. À l'instar d'autres indicateurs économiques, cependant, il n'est pas simple de prédire l'évolution du marché du pétrole, comme en atteste l'expérience de 2014 (figure 2). Plusieurs facteurs inconnus tels que l'approvisionnement, la demande, la géopolitique et l'environnement monétaire et réglementaire mondial pourraient faire évoluer les prix dans des directions différentes.

Figure 2. Prévisions 2014 des prix du pétrole (brut Brent)



Source : The Economist et d'autres prévisionnistes internationaux.

On pressent que le prix moyen d'environ 65 dollars le baril pourrait rester inchangé tout au long de l'année 2015, le marché ayant tendance à s'autocorriger sur le long terme, très probablement en raison de la baisse de production du pétrole de schiste par les sociétés américaines. Les coûts de production du pétrole de schiste de nombreuses compagnies américaines sont de l'ordre de 70 dollars le baril et une baisse soutenue des prix du pétrole en dessous de ce seuil pourrait conduire à la faillite de beaucoup d'entre elles ou réduire les investissements dans les champs pétroliers. Cette situation permettrait de ralentir la production et stopper la baisse continue des prix du pétrole. Certains producteurs ont déjà commencé à réduire le nombre de plateformes de forage en début d'année 2015. Environ 50 plateformes devraient cesser de fonctionner au cours du prochain mois, une réduction de 20 % des activités de forage du pétrole de schiste. Il faut dire que certaines des plus petites entreprises sont simplement en cours de fusion avec la société mère, ce qui signifie que la production ne sera pas affectée de sitôt.

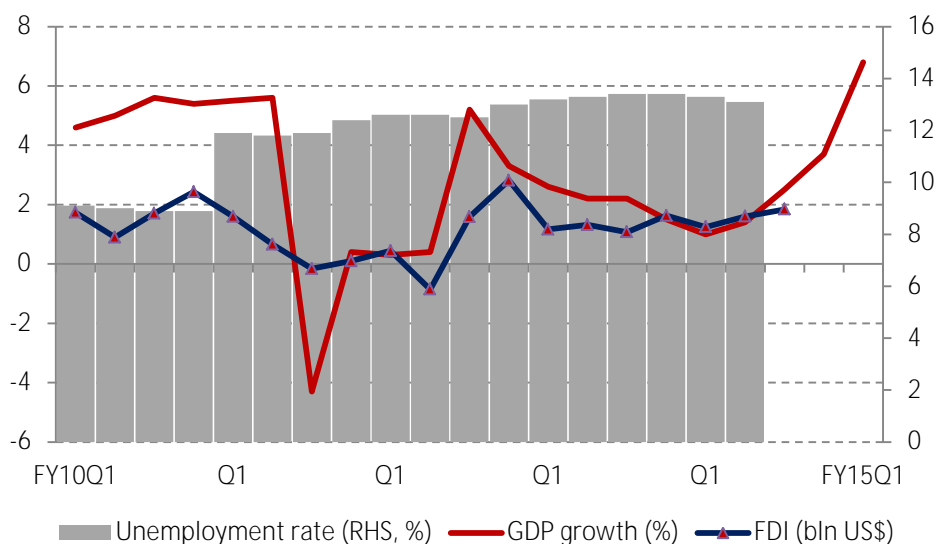
Selon le scénario fondé sur la baisse des prix, les cours du pétrole pourraient à court terme atteindre 20 dollars le baril, l'économie mondiale et en particulier la zone euro n'étant pas censés reprendre de sitôt et la Chine (grand consommateur de pétrole) entrant dans un stade de développement ne nécessitant pas une forte consommation de pétrole. Par ailleurs, la conclusion d'un accord sur le

nucléaire, l'élimination des sanctions pétrolières, la mise sur le marché d'un million de barils supplémentaire par jour de pétrole iranien, conjuguées à une hausse des exportations de pétrole iraquien et libyen (en cas de réduction de risques géopolitiques) pourraient encore davantage tirer les prix du pétrole vers le bas.

ÉGYPTE

Une série d'initiatives de réforme politique et économique peut avoir contribué à rétablir la confiance dans l'économie égyptienne, entraînant une reprise de la croissance due à une augmentation des investissements, du tourisme et des envois de fonds. Les données officielles égyptiennes montrent que le taux de croissance estimé à 3,5 % à la fin de l'exercice fiscal (exercice clos le 31 juillet 2014) a augmenté d'un demi-point de pourcentage, pour atteindre 3,9 % pour cette période. Le taux de croissance du PIB pour le premier trimestre de l'exercice 2015 a crû pour se situer à 6,8 % en raison de l'effet de base (Figure 3). Le taux de chômage en Egypte a également légèrement baissé pour atteindre 13,1 %, contre à 13,3 % au dernier trimestre de 2013/2014. Les pouvoirs publics visent une croissance économique de plus de 5,8 % dans les trois prochaines années, le déficit se maintenant à environ 10,5 % du produit intérieur brut. L'activité commerciale mesurée par l'indice des directeurs d'achat (PMI) pour le secteur privé non pétrolier a augmenté au cours des derniers mois, pour se situer au-dessus du seuil de 50 en novembre. Selon les données officielles, les recettes touristiques ont augmenté de 112 % à 2 milliards de dollars au premier trimestre de l'exercice 15, contre 0,1 milliard de dollars pour la même période de l'année dernière. Le nombre de touristes a augmenté de 70 % à 2,8 millions au premier trimestre de l'exercice 15, contre 1,6 million pour le même trimestre de l'année écoulée. Un ensemble d'objectifs ambitieux sont envisagés dans la nouvelle circulaire budgétaire de l'exercice budgétaire 2016. La croissance devrait atteindre 4,3 %, le taux de chômage baissant à 12 %, le déficit budgétaire et la dette publique se réduisant également pour se situer à environ 10 et 90 % du PIB respectivement. Ces objectifs sont soutenus par des réformes visant à consolider les dépenses publiques notamment la rationalisation des subventions aux carburants et l'élargissement de l'assiette fiscale. Sur une note positive, l'Égypte cherche à réintégrer le marché financier international auquel elle n'avait plus accès depuis quatre ans. L'émission d'euro-obligations devrait se faire en deux tranches de 10 ans, et sur une période plus longue.

Figure 3. Égypte : situation économique



Source : Banque mondiale.

> [] u % š o Z μ š • % [E] E est un % [E] E net de pétrole, la consommation ayant augmenté de 3 % en moyenne par an au cours des 10 dernières années, dépassant ainsi la production pétrolière. La chute des prix du pétrole devrait avoir une incidence sur l'économie grâce à la réduction des déficits budgétaires et extérieurs et la baisse des taux d'inflation et de pauvreté. La Banque mondiale estime que la chute des prix du pétrole aura un impact positif sur la croissance puisque une baisse des prix pétroliers peuvent améliorer la capacité des pouvoirs publics et des entreprises à s'approvisionner de manière adéquate en énergie aux prix du marché (en abaissant le coût de l'importation de pétrole et de gaz) et, ainsi entraîner une hausse de la production et de l'utilisation des capacités et donc des niveaux produits plus élevés. Par ailleurs, des prix réduits de pétrole pourraient aider les pays à obtenir des approvisionnements énergétiques supplémentaires pendant l'été, évitant ainsi les pannes, ce qui en retour peut contribuer à renforcer la stabilité politique et sociale. L'Égypte étant l'un des principaux bénéficiaires des envois de fonds, d'aide étrangère et d'investissements en provenance des pays du CCG, la baisse des prix du pétrole pourraient réduire le flux de fonds vers l'Égypte. Sachant que plus des trois quarts des envois de fonds en l'Égypte proviennent des pays du CCG, cela pourrait affecter négativement la croissance en réduisant l'investissement. Il est cependant probable que le niveau d'investissement se maintienne à moins que la baisse des prix du pétrole ne se prolonge.

Réformes : La faiblesse des prix du pétrole devrait donner une marge de manœuvre au gouvernement pour poursuivre son programme de réforme. Les pouvoirs publics devraient réduire la subvention des carburants au cours des 5 prochaines années. Ils ont d'ailleurs augmenté les prix des carburants de 78 % l'an dernier dans le but de supprimer complètement la subvention en 2019. Le décret sur les tarifs de l'électricité, qui vise à éliminer les subventions à la fin de l'exercice 2018/2019 est toujours en vigueur. Les autorités nationales ont d'ores et déjà réalisé des économies en raison des faibles prix du pétrole – les dépenses liées aux subventions de l'énergie ont diminué d'un quart – elles serviront probablement à améliorer la qualité des infrastructures. Enfin des économies supplémentaires découlant des prix réduits des carburants permettraient d'accélérer (pourvu que le financement soit disponible) la mise en œuvre de mesures spécifiques bénéfiques à tous, telles que l'extension du réseau de gaz naturel à travers tout le pays, la diversification des sources d'approvisionnement énergétique, l'amélioration des infrastructures, etc.

Solde budgétaire : La faiblesse des prix du pétrole devrait avoir un impact positif sur la réduction du déficit budgétaire élevé, principalement grâce à la réduction du montant de la subvention des carburants. L'Égypte avait budgétisé 100,4 milliards LE pour les subventions à l'énergie au titre de l'exercice 2014/2015 en supposant un prix du pétrole de 105 dollars le baril et les réformes de l'énergie mises en œuvre en juillet 2014. Ainsi, les prix du pétrole étant faibles, les dépenses au titre de subventions des carburants devraient diminuer d'environ 25 % (environ 0,5 % du PIB) pour l'exercice 2014/2015. Il est à noter que le budget n'intègre pas d'appui supplémentaire des pays du CCG au-delà ce qui a été promis l'année dernière.

Comptes extérieurs : L'impact des faibles prix du pétrole sur les comptes extérieurs n'est pas avéré. Il peut être négatif selon que le montant des importations, qui devrait être réduit, dépasse la baisse probable des revenus liés aux envois d'aide, aux recettes touristiques et aux entrées de fonds en provenance des pays du CCG sous la forme d'investissements directs étrangers (IDE) ou d'investissements de portefeuille (Annexe 1). En qualité d'importateur net de carburant, des prix réduits de pétrole pourraient se traduire par un déficit commercial en matière de carburant. La Banque mondiale estime que le déficit net des échanges pétroliers va diminuer d'environ 30 % durant l'exercice 2014/2015 (qui devrait déboucher sur des économies d'environ 0,3 à 0,4 milliards de dollars). Les

importations de pétrole brut représentent 22 % de l'ensemble des importations de pétrole et 5 % de l'ensemble des importations. La baisse des prix des carburants permettrait de réduire les coûts de transport maritime et routier, et par ricochet le coût de l'importation des marchandises.

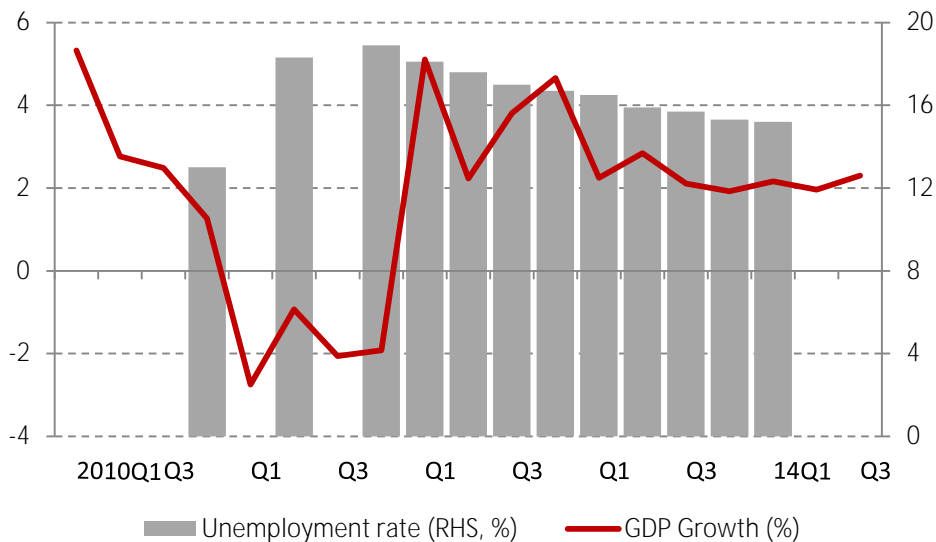
Flux de fonds en provenance des pays du CCG : Il existe un risque de diminution du volume des envois de fonds en provenance des pays du CCG (qui représentent près de 75 % de l'ensemble des envois de fonds), en raison de la chute des prix du pétrole (annexe 1). Cela pourrait affecter négativement les comptes extérieurs de l'Égypte. Cependant, l'impact durant l'exercice 2014/2015 devrait être contenu, les décisions d'embauche et de licenciement nécessitant beaucoup de temps pour prendre effet. Selon les estimations, une baisse de 5 % des envois de fonds en provenance des pays du CCG signifie une perte de recettes de l'ordre de 0,7 à 0,8 milliard de dollars pour l'exercice 2014/2015. Par ailleurs, il est probable que le tourisme soit négativement affecté (les touristes russes et du Golfe pouvant commencer à réduire leurs dépenses). En outre, les IDE dans le secteur du pétrole et du gaz (représentant environ 50 % de l'ensemble des flux d'IDE) pourraient être affectés. Ce secteur devrait être contenu à son niveau actuel à moins que la baisse du prix du pétrole ne se prolonge à moyen terme. Au regard de tous ces paramètres, la Banque mondiale prévoit un impact négatif net sur les comptes extérieurs de l'exercice 2014/2015 d'environ 1-2 milliards de dollars, soit 0,3 - 0,7 % du PIB.

Inflation : L'impact de la faiblesse des prix du pétrole sur l'inflation en Égypte dépend de son impact sur les coûts d'expédition et de transport. Les prix domestiques des carburants étant fixés par voie administrative, la baisse des prix internationaux ne devrait avoir aucun impact sur le coût du transport. Mais ces développements devraient avoir un impact favorable sur le coût des marchandises importées et donc, sur l'inflation intérieure, en particulier sur les prix des denrées alimentaires, qui constituent 40 % des dépenses de consommation. Une plus grande utilisation des capacités des usines peut également améliorer l'offre globale et limiter les goulets d'étranglement et les pénuries. Un compte extérieur déficitaire peut mener les autorités monétaires à dévaluer davantage la monnaie qui, bien que stimulant les exportations, pourrait conduire à une inflation importée plus élevée. Il est cependant probable que ce mécanisme soit inactif à court terme (exercice 2014/2015) étant donné les développements de la première moitié de l'année. À la lumière de ces évolutions prévues, la chute récente des prix du pétrole est susceptible d'avoir un impact légèrement positif sur les indicateurs de la pauvreté, toutes choses étant égales par ailleurs.

TUNISIE

Des élections parlementaires et présidentielles ont eu lieu en Tunisie, où le nouveau président Béji Caid Essebsi a été assermenté en décembre. Depuis, le poste de premier ministre a été confié à Habib Essid, ex-ministre tunisien de l'Intérieur, qui formera un nouveau gouvernement. Dans son nouveau budget, le gouvernement s'attend à ce que la croissance, estimée à 2,5 % pour 2014, monte à 3 % en 2015, et à ce que le déficit budgétaire passe de 7,1 % à 6,2 % du PIB en 2015. Le budget ne prévoit aucune augmentation des traitements dans le secteur public, et ce en dépit des menaces de la puissante organisation syndicale UGTT, de déclencher des grèves. Le chômage présente certains signes de baisse, mais ce déclin est très lent en raison de la faiblesse actuelle des taux de croissance, qui ne suffisent pas à créer des emplois pour la majorité des jeunes chômeurs (figure 4).

Figure 4. Tunisie : Situation économique



Source : Banque mondiale.

Impact de la chute des prix du pétrole : Une chute continue des prix pétroliers durant toute l'année aurait un impact global positif sur l'économie tunisienne, et ce principalement sur le plan du budget (en raison de la baisse des coûts associés aux subventions énergétiques) et des comptes extérieurs (grâce à un relèvement de la balance commerciale pétrolière). Les effets sur l'inflation, la croissance et la pauvreté seront modérés.

Solde budgétaire : Des simulations menées par la Banque mondiale montrent que le déficit budgétaire, qui se situait à 6,2 % du PIB en 2014, s'améliorerait d'environ 2 % pour atteindre 4,5 % en 2015 (tableau 2). Le budget nouvellement approuvé postule un prix moyen de 95 dollars le baril de pétrole (Brent) et un taux de change de 1,8 dinar tunisien (TND) par dollar. Malgré les économies attribuables au moindre coût des subventions à l'achat de carburant, la baisse des redevances générées par la production du pétrole tunisien serait également source de (faibles) pertes.

Comptes extérieurs : Les projections les plus récentes de la Banque mondiale, basées sur l'hypothèse d'un baril de pétrole à 95 dollars, prévoyaient une amélioration de l'actuel déficit courant, qui passerait de 7,9 % du PIB en 2014 à 6,6 % en 2015. Dans le scénario d'un baril à 65 dollars, la balance commerciale énergétique (qui représente 36 % du déficit commercial) s'améliorerait et passerait de -2,8 % du PIB à -2,2 %, ce qui résulterait en un déficit courant d'un peu moins de 6 % du PIB.

Tableau 2. Répercussions financières des faibles prix pétroliers

Impact sur les dépenses	-2 165
Impact sur les recettes	-635
Impact total sur les besoins d'emprunt	-1 530
Pourcentage du PIB	1,7

Note : La loi budgétaire pour 2015 prend en compte les effets d'une hausse programmée des tarifs administrés de l'énergie au détail : +7 % pour l'électricité (janvier) et deux fois +3 % pour les carburants (sans plomb et diesel, janvier et septembre), pour des économies totales de 356 M TND (0,4 % du PIB). Il n'est pas déraisonnable de supposer que le nouveau gouvernement (dont l'entrée en fonctions est prévue pour le premier trimestre de 2015), dans le contexte d'une dégringolade des prix mondiaux, s'abstiendra d'appliquer ces hausses de tarifs pour ne pas en subir les coûts politiques.

Croissance : Les conséquences sur la croissance seraient marginales. La production intérieure de pétrole (2 % du PIB) continuerait de baisser, tandis que les investissements directs étrangers dans le secteur énergétique diminueraient. D'un autre côté, la demande serait soutenue par une hausse des exportations nettes et de la consommation privée, et des investissements publics. Dans l'hypothèse d'un choc permanent causé par un déclin de 30 % des prix du pétrole (et du gaz), les effets sur la croissance seraient positifs, de l'ordre de 0,1 à 0,2 %.

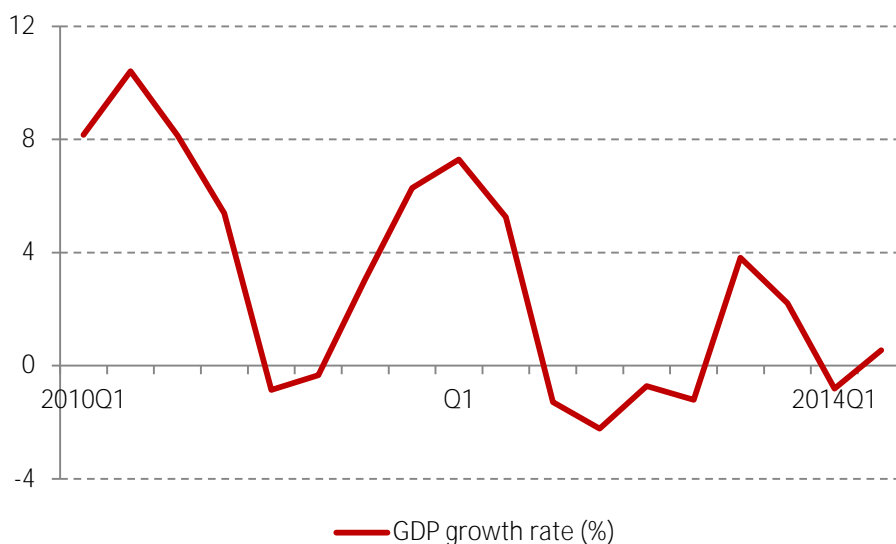
Taux de change : Même si l'amélioration de la balance commerciale énergétique allégerait la pression sur le taux de change et les réserves (à raison de 300 millions de dollars, en allongeant la couverture d'importations d'environ 0,5 mois d'importations de biens et services), il est peu probable que le gouvernement renverse sa politique de lente dépréciation. Le relèvement des marchés d'exportation tunisiens – 80 % des exportations prennent le chemin de l'Union européenne – demeurera léthargique. Ainsi, la dépréciation (ordonnée et très graduelle) du taux de change est perçue comme une politique adéquate de soutien des exportations, couplée aux réformes structurelles au niveau de l'offre.

Inflation et pauvreté : L'impact sur l'inflation sera modeste, puisque la majorité des tarifs énergétiques et qu'une bonne partie des prix des aliments sont régulés. Selon les simulations, une baisse de 30 % des prix du pétrole comblerait l'écart entre les prix internationaux et les prix administrés intérieurs, ce qui donnerait une occasion idéale d'introduire un mécanisme flexible de détermination des prix pour l'essence sans plomb, par exemple. Il y aurait une modification marginale du taux d'inflation prévu, qui serait de 4,8 % en 2014 (contre 5,5 % en 2013). En tenant compte du niveau limité des effets de contagion et au vu du plus récent sondage sur la consommation des ménages, la diminution des prix de l'énergie (-15 %) et de la nourriture (-5 %) pourrait rehausser de 3 % les revenus réels de la population pauvre, et de 2,5 % ceux de la tranche inférieure des 40 %

LIBAN

L'amélioration en matière de sécurité qui a suivi l'adoption d'un plan de sécurité à Tripoli et la formation d'un nouveau gouvernement ont donné lieu à une légère bonification de la situation économique du Liban. Les entrées touristiques ont crû de 40 % en septembre 2014 par rapport à septembre 2013, tandis que le nombre de permis de construction a augmenté de 8,4 %, ce qui a permis au PIB réel (mesuré selon l'indice de coïncidence calculé par la Banque mondiale) d'enregistrer une croissance trimestrielle positive dans le deuxième trimestre de 2014 par rapport à l'année précédente (figure 5). La Banque mondiale estime que la croissance pour 2014 augmentera légèrement pour atteindre 1,5 %, en hausse par rapport au 0,9 % de 2013. La croissance devrait toutefois demeurer anémique et ne pas dépasser 2 % en 2015, loin des hauts niveaux observés avant 2011. Pour stimuler la croissance, le gouvernement adopte un train de mesures d'encouragement totalisant un milliard de dollars, prenant la forme de prêts subventionnés au secteur privé, qui permettrait aux entrepreneurs libanais d'obtenir un financement raisonnable et de pénétrer le marché.

Figure 5. Liban : Situation économique



Source : Banque mondiale.

Impact de la chute des prix du pétrole : L'impact sur l'économie libanaise devrait être globalement positif. Sur le plan financier, d'importantes économies proviendront principalement d'une baisse des transferts de fonds publics vers la société d'électricité. La balance des paiements bénéficiera vraisemblablement d'un effet net favorable, puisque la baisse des importations énergétiques compensera la diminution des redevances. L'impact sur le secteur réel est incertain : la consommation privée serait d'une part encouragée par la baisse des prix des produits pétroliers, mais d'autre part freinée par la réduction des envois d'argent provenant de la diaspora libanaise habitant les pays producteurs de pétrole.

Solde budgétaire : La chute des prix pétroliers permettra au Liban d'améliorer sa position budgétaire structurellement faible. Le déficit budgétaire global du gouvernement central devrait atteindre 10,2 % du PIB en 2014, contre 9,4 % en 2013. On prévoit également que le pays enregistrera en 2014 pour la troisième année consécutive un déficit budgétaire primaire, qui montera à 1,2 % du PIB. La dette publique brute devrait atteindre 149 % du PIB à la fin de 2014. Le principal impact de la baisse des prix pétroliers résultera des transferts versés à Électricité du Liban (EdL). Par le passé, les fonds publics transférés à EdL n'ont pas servi à des fins d'investissement. La capacité de production s'est détériorée, alors que la demande augmentait. Actuellement, la capacité de production est de 2 019 MW tandis que la demande de pointe se situe 3 195 MW, ce qui se traduit par des coupures de courant quotidiennes, habituellement comblées par des fournisseurs privés. Cette situation impose aux consommateurs un important surcoût, équivalant au triple des tarifs d'EdL, qui dissuade les autorités de hausser les tarifs de l'électricité, qui sont demeurés constants depuis 1996 (quand le pétrole se vendait 23 dollars le baril). Conséquence de cette situation, EdL ne couvre qu'une fraction de ses coûts, ce qui engendre des déficits chroniques financés par des transferts directs de fonds publics qui ont atteint en moyenne 3,9 % du PIB durant la dernière décennie. Ces transferts sont corrélés aux prix du pétrole, avec un coefficient de corrélation de 0,4 depuis 2005. Au cours des dernières années, le niveau exceptionnellement élevé des prix du pétrole a fait gonfler les transferts à EdL, qui représentent en moyenne 4,7 % du PIB depuis 2011. Un prix du pétrole moindre aura un effet positif sur la situation budgétaire en abaissant les transferts à EdL, mais avec un décalage de six à neuf mois étant donné la structure des contrats en cours avec les fournisseurs de mazout et de gasoil.

Comptes extérieurs : Malgré son exposition aux pays exportateurs de pétrole, par les envois d'argent et les transactions commerciales, le fait que le Liban soit un grand importateur net de pétrole devrait causer une amélioration de sa balance des paiements. L'actuel déficit courant devrait avoisiner les 8 % du PIB en 2014, comme pour les deux années précédentes. Cette situation est imputable à un vaste déficit commercial, d'en moyenne 34 % du PIB depuis 2010. Le Liban étant un importateur net de pétrole, ses importations énergétiques sont une des principales sources du déficit commercial et représentaient en moyenne 8,3 % du PIB durant la même période. En outre, pour équilibrer sa balance des paiements, le Liban demeure tributaire des apports, dont une grande partie prennent la forme d'envois d'argent, qui se situent à quelque 6,5 % du PIB (moyenne pour 2010-2013). Le prix du pétrole influence également les envois d'argent, dont la majorité provient de la vaste population de Libanais expatriés dans la région du CCG. Cette région est également une importante source de revenus pour de nombreuses entreprises libanaises.

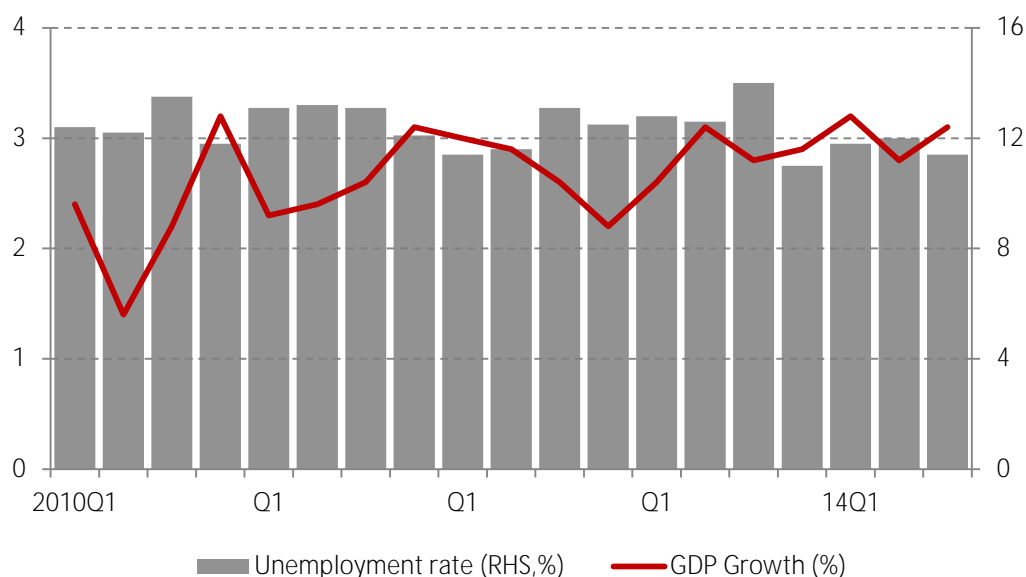
Dans l'ensemble, la baisse des prix du pétrole devrait avoir deux effets compensateurs sur la balance des paiements du Liban : un premier effet positif attribuable au moindre coût des importations énergétiques, et un second effet négatif causé par la diminution des entrées de revenus, le résultat net global dépendant des élasticités relatives des importations énergétiques et des entrées de revenus par rapport au prix du pétrole, élasticités que la Banque mondiale estime à 0,25 et 0,12 respectivement pour la période janvier 2010-juillet 2013. Considérant que les importations énergétiques sont également plus importantes que les entrées de revenus, on peut supposer qu'une diminution des prix du pétrole aura un impact global positif sur la balance des paiements.

Croissance et inflation : L'impact escompté sur la croissance est incertain et dépendrait de la durée de la baisse des prix du pétrole et des attentes qui s'y rattachent. Des prix moindres profiteraient aux consommateurs et stimuleraient la croissance, toutes choses étant égales par ailleurs, mais d'un autre côté un déclin soutenu des prix pétroliers modérerait les envois d'argent provenant des pays producteurs de pétrole. Des prix pétroliers plus bas auraient pour effet de réduire l'inflation globale.

JORDANIE

L'activité économique montre des signes d'amélioration en Jordanie. Les données officielles révèlent que le secteur touristique a crû de 9 % durant les trois premiers trimestres de 2014. Les recettes totales ont augmenté à 3,4 milliards de dollars durant cette période, comparativement à 3,1 milliards de dollars pour la même période en 2013. Cela inclut une hausse du nombre de touristes provenant de la région du Golfe et des États-Unis, et du nombre d'expatriés jordaniens retournant passer leurs vacances au pays. Un million de visiteurs provenaient des pays arabes, dont un demi-million des États du Golfe. Selon les données de la Banque centrale, le taux d'inflation a diminué durant les onze premiers mois de 2014, depuis le pic de 5,8 % enregistré l'an dernier. De plus, le taux de chômage est passé à 11,4 % au troisième trimestre de 2014, une baisse comparativement à la même période l'an dernier. La croissance globale du PIB a avoisiné les 3 % sur une base trimestrielle; elle devrait atteindre 3,3 % en 2014 et s'accélérer jusqu'à environ 4 % en 2015, profitant d'un relèvement de l'activité économique et de l'abaissement des prix du pétrole, puisque de faibles prix pétroliers pourraient alléger les pressions sur la balance courante et l'équilibre budgétaire durant la dernière partie de l'année (figure 6).

Figure 6. Jordanie : Situation économique



Source : Banque centrale de Jordanie

Impact de la chute des prix du pétrole : Le récent déclin des prix pétroliers devrait avoir un impact positif à court terme sur l'économie jordannienne, en abaissant les coûts de production et les prix pour les citoyens et les réfugiés, en allégeant les pressions financières liées aux importations de pétrole, en réduisant le besoin de subventions énergétiques de l'État aux ménages et en réduisant, en bout de piste, les déficits jumeaux. À moyen terme toutefois, et selon la durée de l'effondrement des prix pétroliers, l'effet net pourrait s'avérer négatif, principalement en raison d'une diminution des financements versés par le CCG et dont dépend la Jordanie pour combler ses déficits fiscaux, et d'un tarissement des envois d'argent effectués par la diaspora jordannienne des pays producteurs de pétrole.

Solde budgétaire : Il pourrait s'avérer possible de contenir les déficits budgétaires global et primaire (excluant les financements), qui devraient s'élargir d'ici la fin de 2014 à 14,7 % et 11,1 % respectivement du PIB, puisque la réduction des prix pétroliers réduira les pertes de la National Electric Power Company (NEPCO). Les perturbations subies en 2014 par les importations de gaz en provenance de l'Égypte avaient amené la NEPCO à importer davantage de mazout, un produit plus onéreux, ce qui a entravé davantage les efforts de recouvrement des coûts et nuï aux comptes extérieurs et budgétaires. Même si une baisse des prix pétroliers profitera à l'équilibre budgétaire, cet avantage pourrait être contrebalancé par une diminution à moyen terme des financements versés à la Jordanie par les pays du CCG. Une déprime continue des prix pétroliers affecterait les recettes des pays du CCG, et éventuellement leur propension à verser des financements extérieurs, au départ prévus à 2,7 % du PIB jordanien en 2015. Un autre effet financier positif concerne les transferts d'argent visant à indemniser les ménages pour l'élimination des subventions aux combustibles, un poste pour lequel le budget 2014 allouait environ 300 millions de dollars pour chacune des années 2014 et 2015. Comme le programme d'indemnisation s'arrête automatiquement lorsque les prix du pétrole descendent sous la barre des 100 dollars, les versements de décembre 2014 n'auront pas lieu.

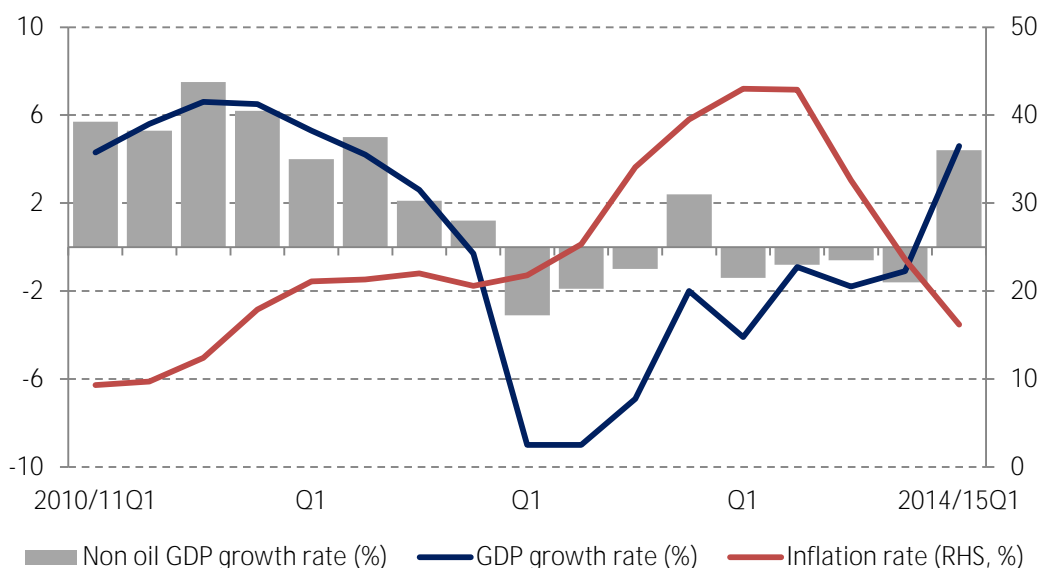
Comptes extérieurs : Comme la Jordanie est un importateur net de pétrole, l'abaissement des prix du pétrole devrait limiter, durant le dernier trimestre de l'année, l'élargissement observé durant les neuf premiers mois de 2014, de son déficit commercial. Même si la dégringolade des prix internationaux du pétrole a fait chuter de 21,1 % les importations en septembre 2014, cette baisse a été contrebalancée par une hausse de 18,7 % des importations d'énergie durant les huit premiers mois de 2014, imputable à la perturbation des importations du gaz égyptien bon marché. Considérant la récente chute marquée des prix pétroliers, la Banque mondiale prévoit que le déficit commercial ralentira sa croissance dans le quatrième trimestre de 2014. Cependant, la Jordanie pourrait connaître à moyen terme une baisse des envois de fonds de sa diaspora du Golfe, particulièrement d'Arabie saoudite, si la baisse des prix pétroliers devait persister. Plus de 60 % des envois d'argent vers la Jordanie proviennent des pays du CCG.

Croissance et inflation : La Jordanie profite actuellement d'un choc d'approvisionnement positif, grâce à l'effondrement des prix pétroliers qui a pour effet d'abaisser les coûts de production. De plus, en novembre 2014, et à un niveau de 2,4 % (d'une année sur l'autre), l'inflation globale a chuté à son deuxième niveau le plus bas depuis décembre 2009, en raison de l'effet de contagion des prix pétroliers sur les prix des combustibles et du transport. L'inflation globale devrait connaître d'autres baisses imputables au pétrole.

IRAN

À l'instar d'autres pays au sein du groupe MENA-8, la relance de la croissance en 2014 s'annonce faible pour l'Iran. Le gouvernement a mis en place un programme anti-stagflation. L'activité économique devrait être stimulée en 2014 par une apparente sortie de récession, combinée à un certain allègement des sanctions dû aux deux accords intérimaires conclus avec le groupe des P5+1 en novembre 2013 et 2014. Après deux années de croissance négative, les données de la Banque centrale révèlent que la croissance durant le premier trimestre de 2014 (21 mars-21 mai) a atteint 4,6 % (comparativement à -4,1 % pour le même trimestre l'année précédente), grâce à un relèvement des secteurs manufacturier et minier et à une hausse des dépenses publiques. Malgré la faiblesse des prix du pétrole, le taux de croissance devrait atteindre 2,2 % pour l'année dans son ensemble. L'inflation a chuté de moitié (18,2 % en octobre 2014 contre 40 % en octobre 2013), à la suite d'un resserrement de la politique monétaire et d'une stabilisation du taux de change sur le marché noir (figure 7).

Figure 7. Iran : Situation économique



Source : Banque centrale d'Iran. Exercice clôturant le 21 mars.

La prolongation jusqu'en juillet 2015 des pourparlers sur la question nucléaire entre l'Iran et les pays du P5+1 pourrait permettre aux deux parties de s'entendre, et ainsi entraîner une levée graduelle des sanctions. Une telle hypothèse pourrait profiter considérablement à l'économie iranienne en 2016-2017 et l'année suivante, grâce à une hausse de la production pétrolière et à une expansion du commerce avec les partenaires de l'Iran, en particulier les Émirats arabes unis (EAU). L'Iran exporte peu vers les pays de la MENA (environ 5 % des exportations totales en 2013), et environ la moitié de ces exportations sont destinées aux EAU et à la Syrie (voir les tableaux par pays en annexe). Les EAU sont également le principal importateur pour l'Iran, leur part dans les importations totales ayant considérablement augmenté ces dernières années. Le gouvernement a postulé un prix moyen du pétrole de 70 dollars dans le budget de l'année prochaine, mais le seuil de rentabilité du prix du pétrole pour le budget est supérieur, à 110 dollars. Le gouvernement a récemment révisé son budget en fonction du prix nouvellement adopté de 40 dollars. Afin de limiter l'impact de la baisse des prix

pétroliers, le gouvernement a largement réduit les dépenses courantes et les dépenses en capital pour l'année fiscale prochaine, il a également suspendu certains projets centraux. Faute d'une entente sur le nucléaire, l'économie sera durement affectée, avec des conséquences négatives pour l'équilibre budgétaire, les comptes extérieurs, l'inflation et le taux de change.

Impact de la chute des prix du pétrole : Pour l'Iran, la principale conséquence de la chute des prix du pétrole se fera sentir sur l'équilibre budgétaire et l'équilibre des comptes extérieurs, et dépendra également de l'état des discussions sur le nucléaire avec les pays du P5+1. Dans le cas d'une entente sur le nucléaire qui mènerait à la levée des sanctions pétrolières, on peut s'attendre à ce que les exportations de pétrole reviennent à leur niveau pré-sanctions d'ici 2017. Un million de barils de plus par jour pourraient être écoulés sur le marché international. L'économie pourrait bénéficier d'une croissance substantielle, puisque le pétrole domine les exportations et les recettes financières (le pétrole représente 80 % du total des revenus d'exportation, et 50 à 60 % des recettes de l'État). Dans l'exercice 2010-2011, avant les sanctions, la production pétrolière approchait les 3,7 millions de barils par jour, dont 2 millions étaient exportés. En 2012-2013, peu après le resserrement des sanctions, la production et les exportations de pétrole brut ont chuté d'un million de barils par jour. Les estimations de la Banque mondiale montrent que dans l'hypothèse positive d'un accord avec les pays du P5+1 en juillet 2015 et d'une levée graduelle des sanctions, la croissance du PIB réel pourrait atteindre 4 % en 2016-2017 et 2017-2018, un niveau similaire à celui observé durant la période pré-sanctions de 2010-2011 (tableau 3 et figure 8). Cependant, comme les prix du pétrole ont chuté durant cette période par rapport au pic de 2010, le déficit budgétaire perdurera, voire même s'accroîtra, durant la période de prévision. Un accord pourrait avoir un effet global positif, puisqu'il réduirait vraisemblablement le chômage tout en soulageant les pressions inflationnistes.

d o μ i X œ }] • • v μ W avec C u sans accord (sur le nucléaire)

Exercice					Estimations		Projections	
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Accord	5,9	3,0	-5,8	-1,7	1,5	1,2	4,8	5,5
Absence d'accord	5,9	3,0	-5,8	-1,7	1,5	0,0	-0,9	-1,3

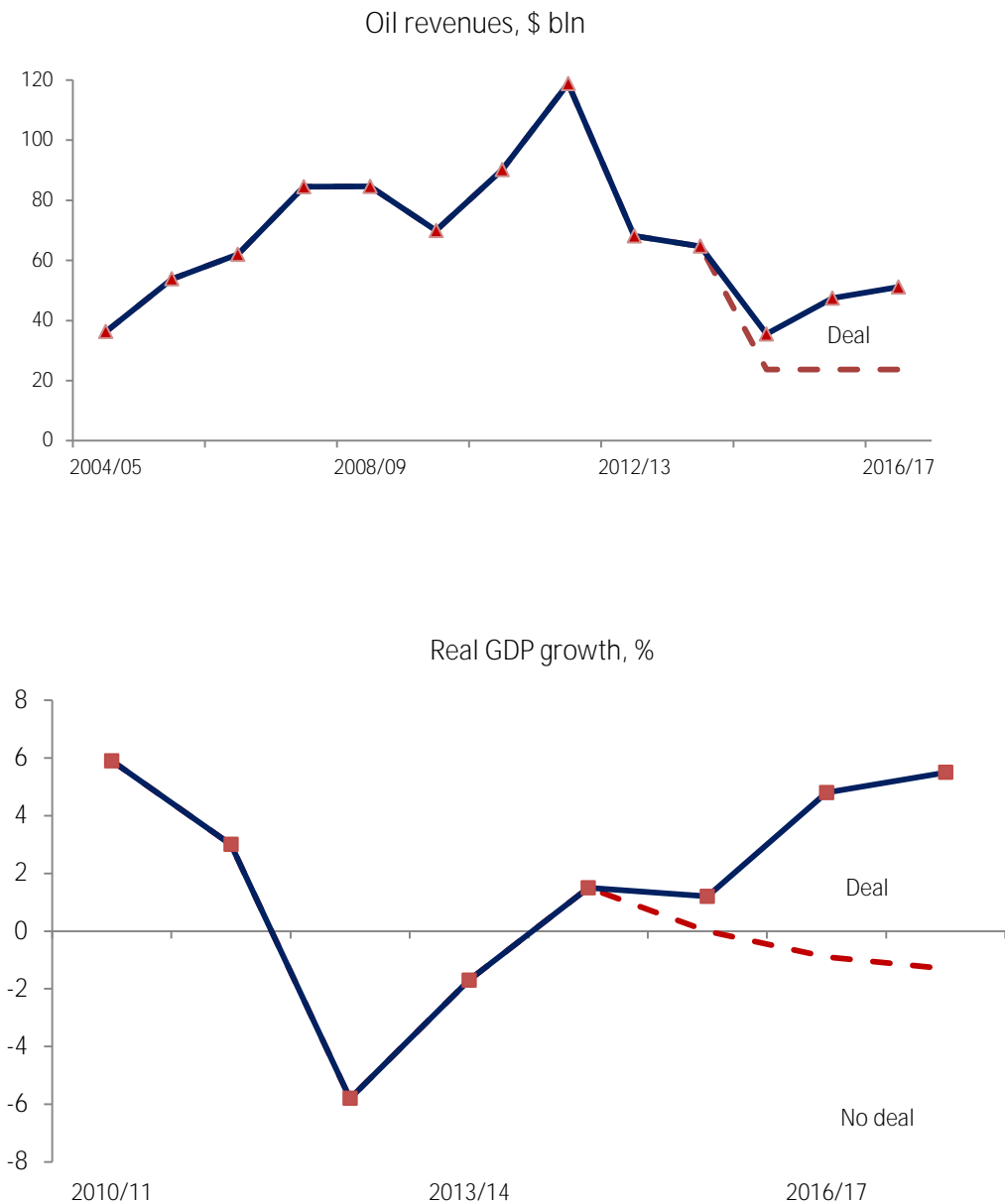
Source : Estimations du personnel de la Banque mondiale.

Dans un scénario d'« absence d'accord » où les prix du pétrole demeureraient à un niveau moyen de 65 dollars le baril, les recettes budgétaires baisseraient de 60 % pour se chiffrer à 23,7 milliards de dollars en 2014-2015, comparativement au plafond de 120 milliards de dollars observé en 2011-2012, soit une réduction équivalant à 20 % du PIB. Le taux de croissance du PIB réel devrait descendre à zéro en 2015-2016, contre 1,5 % dans l'année précédente, et l'économie poursuivra sa contraction pour le reste de la période de prévision (tableau 3 et figure 8). Cela exercera une pression extraordinaire sur l'inflation, le chômage et le déficit budgétaire. Une chute plus marquée encore des prix du pétrole (un scénario vraisemblable) aggraverait la dégringolade des recettes pétrolières de l'État, qui correspondraient à celles de 2004 (figure 8), creusant davantage le déficit budgétaire.

La situation pourrait empirer, en effet le programme actuel d'allègement des sanctions ne permet au gouvernement d'accéder qu'au tiers (environ 700 millions sur 2 milliards de dollars) de ses recettes

pétrolières mensuelles, une situation qui pourrait exercer des pressions considérables sur le budget gouvernemental et freiner les investissements de capitaux, les projets de développement et les dépenses courantes, tout en relevant les taux d'inflation et de chômage. La devise iranienne, qui s'est dépréciée de 50 % après le resserrement des sanctions en 2012, devrait se déprécier encore davantage. Malgré de fortes réserves étrangères estimées à 110 milliards de dollars en 2013, et l'existence d'un Fonds de richesse souveraine duquel l'Etat pourrait puiser à court terme, l'économie devrait demeurer dans une situation précaire.

Figure 8. Iran : Situation économique (avec ou sans accord sur le nucléaire)



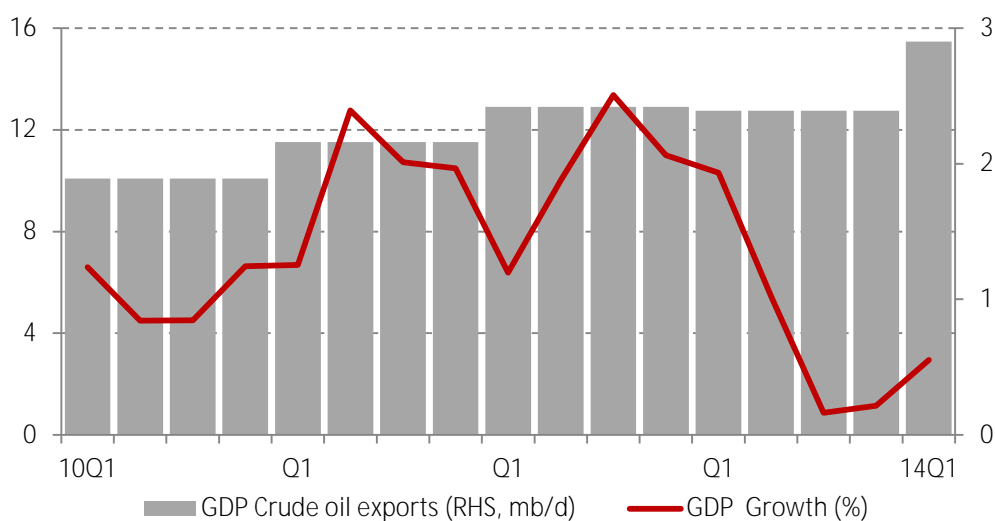
Source: Central Bank of Iran and Bank staff estimates. Iranian fiscal year ending March 21.

IRAK

La fin du long litige entourant la répartition des revenus pétroliers entre le gouvernement central de l'Iraq et la région semi-autonome du Kurdistan a représenté un point positif. En vertu du nouvel accord en vigueur à partir de janvier 2015, le Kurdistan pourra exporter 250 000 barils de pétrole par jour, et la province disputée de Kirkouk, 300 000 barils par jour. Tout en représentant une bonne nouvelle pour l'Iraq, cet accord accentuera la dégringolade du marché pétrolier, puisque la production supplémentaire issue du Kirkouk viendra gonfler une offre déjà volumineuse. Le gouvernement central reprendra ses paiements à la région kurde, soit 17 % du budget de l'État, avec un versement supplémentaire d'un milliard de dollars pour les salaires et l'équipement des forces *peshmerga* kurdes, qui combattent l'État islamique en Iraq et en Syrie (EIS).

Malgré la tourmente actuelle, les exportations pétrolières Iraquiennes ont augmentées, atteignant une moyenne de 2,9 millions de barils par jour en décembre 2014, leur plus haut niveau depuis 1980 (figure 9). Cependant, en raison de la baisse des prix du pétrole, les revenus pétroliers ont été beaucoup plus faibles durant cette période que durant les premiers mois de 2014, une situation qui a exacerbé le déficit budgétaire, projeté à 7 % du PIB en 2014. Cela survient à un moment où les dépenses publiques sont plus élevées qu'à l'habitude, le gouvernement s'efforçant de reprendre du terrain à l'EIS. Les dépenses courantes de l'Iraq comptent pour plus de 30 % du PIB, et jusqu'à la moitié de cette proportion est allouée aux dépenses en capital. Durant la seconde moitié de l'année, le déclin des prix pétroliers a fait dégringoler les revenus tirés des exportations pétrolières de l'Iraq. Entre mai et novembre 2014, la valeur des exportations mensuelles de pétrole est passée de 8 milliards de dollars à 5,4 milliards de dollars. Ce déclin abrupt reflète principalement la baisse du prix d'exportation du pétrole Iraquien (dénoté par rapport aux prix de référence internationaux), qui est passé de 100,70 dollars à 70,40 dollars durant la même période. Le climat d'insécurité a sérieusement entravé les efforts de reconstruction et d'investissement, ce qui se traduit par une hausse de la production pétrolière plus faible que prévu et, par conséquent, par une plus lente croissance économique.

Figure 9. Iraq : Situation économique



Source : Banque mondiale.

Sur base d'un baril du pétrole à 70 dollars, un projet de budget 2015 privilégiant les salaires, les dépenses militaires et l'aide humanitaire a été présenté fin novembre au Cabinet. Le budget faisait état d'un déficit de 39 milliards de dollars, ou 17 % du PIB. Cela étant jugé irréalisable, le gouvernement révisé le budget et met plutôt l'accent sur un gel des embauches et l'élimination des dépenses abusives les plus flagrantes (notamment la découverte de 50 000 « soldats fantômes »). Le rapprochement avec le gouvernement régional kurde (GRK) sur la question des exportations de pétrole du Nord, allégera également quelque peu la pression à la fois pour les exportations de pétrole kurde et pour le pétrole du Kirkouk qui transite par le Kurdistan,. Du point de vue du marché pétrolier mondial, la réouverture du corridor d'exportation du Nord ajoute 550 000 barils par jour d'approvisionnement en brut, bien qu'une partie de ce volume représente la sortie hors du marché gris des exportations existantes kurdes, de même que des changements dans la composition des exportations totales de l'Iraq.

Impact majeur sur le solde budgétaire et de la balance des paiements courants : la Banque Mondiale estime que le déficit budgétaire augmentera de 6 % du PIB en 2014 à près de 20 % du PIB en 2015 et que le solde du commerce pétrolier atteindra 14 % du PIB. Le taux de croissance du PIB réel diminuera pour s'établir à environ 1,5 % en 2015, ce qui est étonnamment bas pour un pays dont la croissance devrait encore être stimulée par la reconstruction. Étant donné le manque d'accès au marché des capitaux et les obligations existantes au titre du service de la dette, le déficit de la balance des paiements courants implique un large déficit de financement, à supposer que la politique sur les réserves de la banque centrale demeure inchangée. En décembre 2014, les réserves de change brutes de l'Iraq s'élevaient à 69,1 milliards de dollars.

Dépenses publiques : L'impact le plus probable de la baisse des prix pétroliers sur les dépenses publiques serait une réduction des dépenses en capital se traduisant par une diminution des investissements, ce qui ramènerait les besoins de financement du secteur public aux niveaux de 2014 (soit 4 à 8 % du PIB). Le gouvernement chercherait à accroître le recours aux financements extérieurs pour alimenter son programme d'investissement (en faisant appel notamment aux agences de crédit à l'exportation et aux structures de financement bilatérales ou multilatérales, ainsi qu'aux dons issus de l'aide humanitaire). Le gouvernement a sollicité un report du versement des réparations restantes au Koweït, qui s'élèvent à près de 5 milliards de dollars. Même dans des perspectives de financement externe optimistes, aucune des options ne peut toutefois soutenir l'intégralité du programme d'investissement. Les derniers leviers de financement sont les réserves de la banque centrale, le système bancaire national et la caisse de retraite des agents de l'État. Puiser (encore davantage) dans l'une ou l'autre de ces ressources soulève des questions fondamentales concernant l'intégrité des institutions budgétaires déjà fragiles.

Pauvreté : Les prix à la consommation en Iraq reposant dans une certaine mesure sur des prix administrés, l'impact sur la pauvreté se traduira essentiellement par un impact budgétaire. Le nord de l'Iraq étant la principale voie de transit terrestre vers le reste du pays, l'augmentation des coûts des transports due à la crise de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL) affecte la plupart des échanges de produits non pétroliers. On s'attend en particulier à une hausse du coût du système public de distribution (SPD) (« tickets de rationnement »). Ce programme étant considéré comme non négociable, la hausse des prix des denrées alimentaires se reflétera dans l'impact budgétaire.

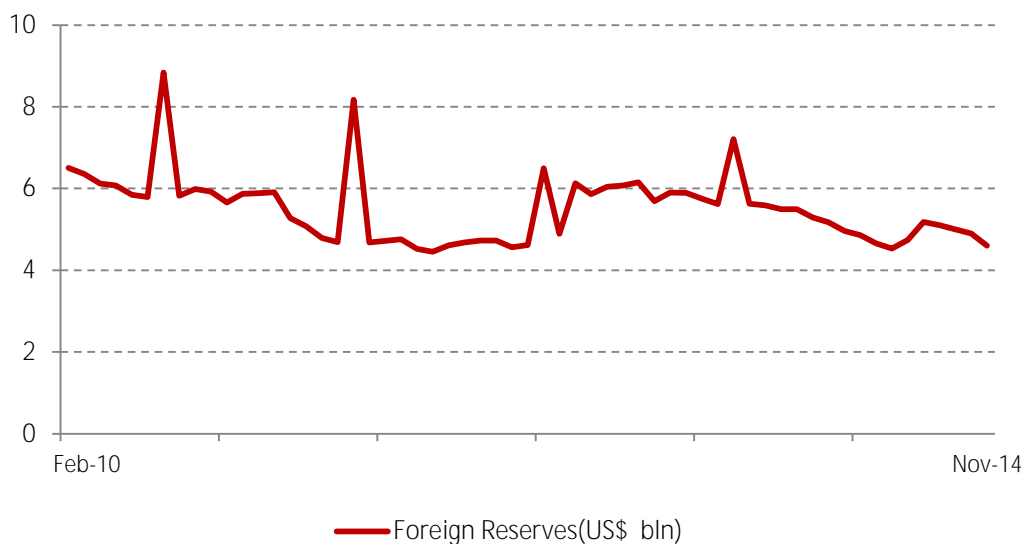
Taux de change : L'Iraq poursuit *de facto* une politique d'ancrage au dollar américain, ce qui restreint les possibilités de lutte contre le choc actuel par le biais de la politique monétaire. La Banque centrale Iraquienne a préservé la stabilité du dinar jusqu'en janvier 2009. En 2014, le taux de change nominal sur

le marché officiel est demeuré stable vis-à-vis du dollar américain, s'établissant à 1,166 IQD pour 1 dollar, tandis que le taux du marché parallèle augmentait. La Banque centrale Iraquienne a récemment pris des mesures pour simplifier la réglementation du marché des devises étrangères, mais n'a pas éliminé toutes les restrictions de change existantes ni la pratique de taux de change multiples. En raison de son ancrage au dollar, la politique budgétaire constitue le principal outil de stabilisation macro-économique, bien que dans le cas présent elle n'en ait pas les moyens.

YÉMEN

Les attaques d'insurgés contre des champs pétrolifères, ainsi que la baisse des prix pétroliers continuent d'affecter négativement l'économie du Yémen. Les rebelles houthis qui ont pris le contrôle de la capitale, de plusieurs autres villes et des institutions de l'État ont contraint le président du Yémen à démissionner le 22 janvier. Le gouvernement yéménite, quant à lui, a remis sa démission au début du mois. Les réserves de change du Yémen ont chuté à 4,6 milliards de dollars en novembre 2014 (soit 4,6 mois d'importations contre 5,1 mois en septembre) à mesure que les exportations de pétrole diminuaient en raison des insurrections répétées, de la baisse des prix pétroliers et de la suspension par l'Arabie Saoudite de l'essentiel de son aide (Figure 10). Les réserves de change ont été utilisées pour soutenir la monnaie parallèlement à la diminution des exportations de pétrole. Les réserves du Yémen incluent 1 milliard de dollars empruntés à l'Arabie saoudite en 2012. Les données de la Banque centrale indiquent que les revenus du pétrole ont diminué de moitié, pour s'établir à 1,4 milliard de dollars de janvier à octobre 2014, contre 2,4 milliards de dollars en 2013. Bien que des chiffres plus récents ne soient pas disponibles, on estime que la forte chute des prix pétroliers comprime les recettes budgétaires depuis octobre. En effet, le pétrole et le gaz représentent plus des trois quarts des recettes budgétaires.

Figure 10. Yémen : Situation économique



Source : Banque mondiale.

> [] u % š o] du pétrole % CE UE La baisse des prix pétroliers aura probablement un impact négatif net à court terme sur l'économie du Yémen, à moins que le pays n'obtienne une assistance externe pour compenser la perte des revenus provenant des exportations de pétrole.

Solde budgétaire : La baisse des prix pétroliers aura un impact budgétaire négatif sur le Yémen. Le pétrole occupe une place prépondérante dans le budget de l'État. La baisse des cours mondiaux, alliée à l'instabilité politique et au sabotage continu de pipelines, devrait réduire les revenus pétroliers

d'environ 2 points de pourcentage du PIB en 2015. De plus, les impôts prélevés sur les sociétés commerçant avec les compagnies pétrolières diminueront probablement. Côté dépenses, des signes indiquent que le gouvernement réduira les subventions énergétiques d'environ 1 % du PIB en 2015, la raison avancée étant l'impact combiné des réformes introduites en juillet 2014 et la baisse des prix pétroliers. Les dépenses courantes au Yémen sont dix fois supérieures aux dépenses en capital rapportées au PIB et sont allouées en majeure partie aux subventions et aux salaires des fonctionnaires. Globalement, le déficit budgétaire devrait augmenter de 1 à 2 points de pourcentage du PIB.

Comptes extérieurs : L'impact immédiat de la baisse des prix pétroliers sur le solde budgétaire et la balance des paiements du Yémen sera probablement négatif. Le pétrole représentait 90 % des exportations totales du pays au cours de la dernière décennie. En ce qui concerne le commerce des produits non pétroliers, notamment des denrées alimentaires (55 % sont importés), le Yémen étant un importateur net, la baisse des prix pétroliers pourrait en principe entraîner une réduction du déficit commercial du fait de la diminution du coût des produits importés (expédition et transport). Néanmoins, cette baisse sera probablement limitée par la disponibilité des réserves de change pour financer les importations. L'impact sur l'investissement étranger direct (IED) serait négligeable à court terme, car le pays est instable et peu attractif à l'heure actuelle. Cependant, les envois de fonds totaux de Yéménites travaillant dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pourraient diminuer. Le Yémen dépend fortement des envois de fonds en provenance de ces pays, qui représentent plus de 90 % des envois de fonds totaux. Les réserves de change diminueront probablement avec la baisse des prix pétroliers, et le pays nécessitera une assistance constante de la part de ses partenaires de développement pour éviter une crise de sa balance des paiements au cours des prochaines années.

Taux de change : Le rial yéménite est quasiment ancré au dollar américain (214,9 rials = 1 dollar) depuis 2011. Cependant, il est soumis à une forte pression à la baisse depuis la crise politique de 2011, et la Banque centrale du Yémen puise continuellement dans ses réserves (qui couvrent actuellement 4 mois d'importations) pour soutenir la monnaie. Dans le contexte de la baisse des prix pétroliers et par conséquent des réserves de change, la pression sur le taux de change s'accroîtra probablement, à moins que le Yémen ne reçoive une assistance de ses partenaires.

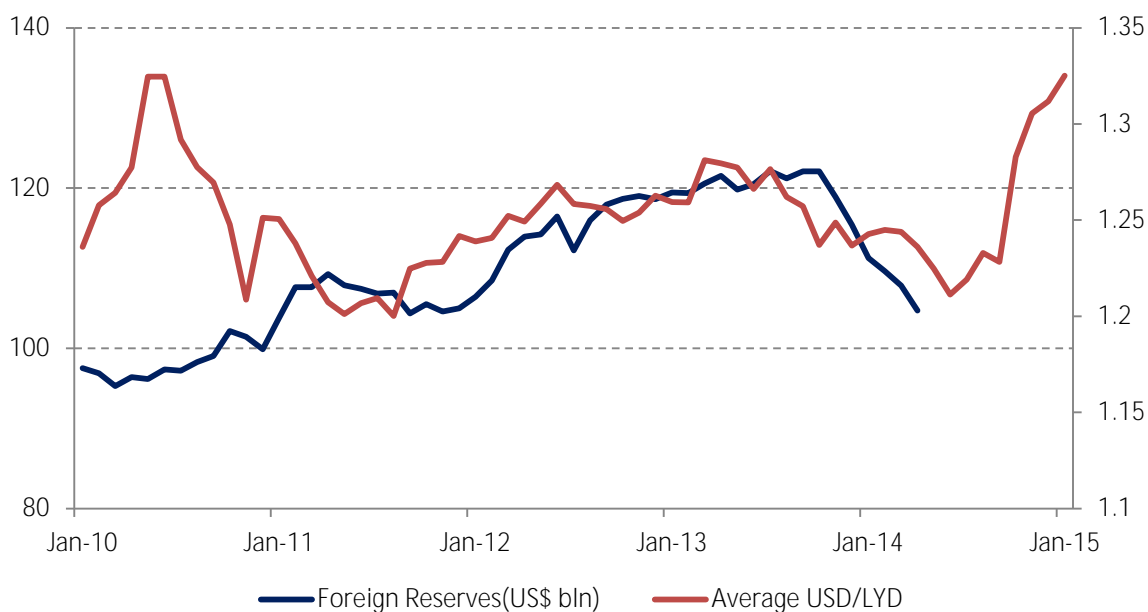
Pauvreté : La baisse des prix pétroliers devrait réduire les prix des produits importés et stimuler la consommation des ménages, en particulier des denrées alimentaires, dont 55 % sont importés. En outre, on assistera vraisemblablement à un recul de l'inflation, car l'alimentation représente environ 44 % des dépenses des consommateurs yéménites. Toutefois, les subventions énergétiques en faveur des ménages pauvres devraient diminuer. De plus, la chute des cours pourrait avoir des répercussions négatives sur les produits importés, qui dépendent largement de la disponibilité des réserves de change, ce qui pourrait entraîner des pénuries dans l'ensemble du pays. En conséquence, l'impact attendu de la baisse des prix du pétrole sur la pauvreté sera probablement neutre dans le meilleur des cas.

Croissance : La chute des cours mondiaux du pétrole devrait enrayer la hausse des prix énergétiques, issue de la réforme des subventions énergétiques introduite en juillet 2014. Cela bénéficiera au secteur de l'agriculture, grand consommateur de diesel, ainsi qu'à l'industrie manufacturière qui devrait ainsi pouvoir réduire sa facture énergétique. En revanche, l'industrie pétrolière nationale en pâtira. Pour résumer, l'impact sur la croissance sera probablement négligeable.

LIBYE

La Libye est actuellement divisée par les rivalités entre tribus et factions politiques. En effet, deux gouvernements luttent pour asseoir leur légitimité depuis qu'un groupe armé s'est emparé de la capitale, Tripoli, en août dernier, contraignant le Premier ministre Abdullah al-Thinni à se retirer dans l'est du pays. Aucun des deux camps n'a préparé de budget pour 2015. L'absence d'accord a toutefois un coût élevé, comme en témoigne la production de pétrole qui se situe actuellement à un cinquième de la production d'avant la crise (1,6 million de barils par jour). À cela s'ajoute la chute des prix pétroliers qui a forcé l'État à puiser dans ses importantes réserves. Les réserves s'élevaient à 100 milliards de dollars en août, ce qui représente une baisse de 20 % depuis le début de l'année, et pourraient être épuisées dans quatre ans si la situation actuelle perdurait (Figure 11). L'effondrement des cours et le faible niveau des exportations pétrolières (environ 300 000 barils par jour en raison des insurrections et des attaques continues de champs pétrolifères) ont mis la monnaie libyenne sous une pression extrême. Sa valeur s'est d'ores et déjà dépréciée de plus de 20 % sur le marché international.

Figure 11. Libye : Situation économique



Source : Banque mondiale et fxtop.com. Remarque : LYD est le symbole du dinar libyen

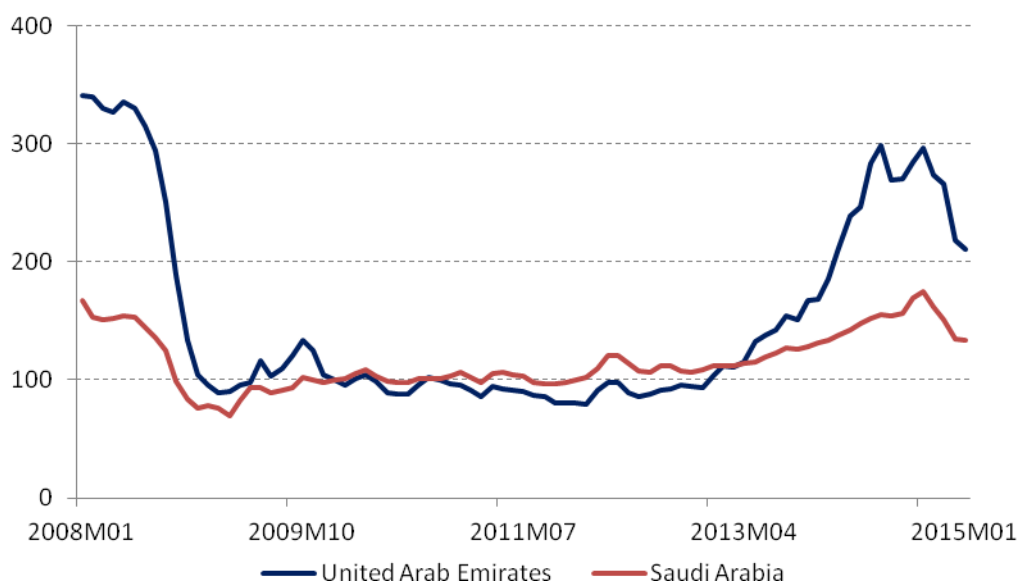
> [] u % š o] • du pétrole % LE LYE enregistre un déficit budgétaire depuis 2011, avec pour seule exception l'année 2012, marquée par une forte hausse des exportations pétrolières. La chute récente des prix pétroliers, alliée au faible niveau des exportations pétrolières, devrait creuser encore davantage le déficit en 2015. La Banque mondiale estime qu'avec un baril de pétrole à 65 dollars et une capacité d'exportation pétrolière de 400 000 barils par jour comme c'est le cas aujourd'hui, le déficit budgétaire de 2015 passerait de 11 % en 2014 à 31 % du PIB en 2015. Le financement de l'écart budgétaire sera difficile, car le niveau des exportations pétrolières ne devrait pas remonter avant longtemps. La majeure partie du budget de la Libye est allouée aux subventions énergétiques et aux

salaires des fonctionnaires. Les salaires constituent à eux seuls un lourd fardeau budgétaire, puisqu'un quart des Libyens sont payés par l'État. Les salaires dans le secteur public ont d'ailleurs augmenté de près de 250 % depuis la révolution de 2011. Les réserves de change et la monnaie libyenne seront sous une pression extrême à moins d'un changement de politique majeur dans le sens d'une baisse de la masse salariale publique et des subventions énergétiques, qui sont considérables. Le parlement maintenu par le gouvernement rival de Tripoli a récemment annoncé qu'il envisageait de supprimer les subventions énergétiques, qui s'élèvent à 20 % du PIB. Si elle était mise en œuvre, cette mesure pourrait accroître l'épargne publique et réduire l'écart budgétaire.

CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE (CCG)

Le prix du baril de pétrole, qui s'échange actuellement à moins de 50 dollars, a commencé à affecter les revenus et les programmes de développement des six États membres du CCG. La chute du prix du pétrole a eu des conséquences sur les marchés des capitaux, les indices boursiers des pays membres du CCG accusant une forte baisse ces dernières semaines et montrant un ralentissement marqué de l'appréciation des actifs immobiliers (Figure 12). Si les prix du pétrole se maintiennent à leur bas niveau actuel au cours des six prochains mois, les gouvernements régionaux enregistreront des pertes de revenus pétroliers estimées à 215 milliards de dollars, soit plus de 14 % de leur PIB combiné. Au taux de croissance actuel des dépenses et en cas de maintien du prix du pétrole à 65 dollars le baril, la Banque mondiale estime que le surplus budgétaire diminuerait fortement au Koweït et au Qatar et se transformerait même en déficit en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et en Oman en 2015, tandis que le déficit budgétaire du Bahreïn augmenterait considérablement. Le surplus budgétaire combiné d'environ 10% du PIB en 2013 pourrait se transformer en un déficit de 5 % du PIB. Bien que ces pays disposent de ressources largement suffisantes pour financer leur écart budgétaire, l'accroissement actuel des dépenses publiques pourrait finalement compromettre les perspectives de croissance de l'année prochaine. Abstraction faite de la baisse des prix pétroliers, les prévisions de croissance pour 2015 se situaient autour de 5 %. Les estimations réalisées par le FMI indiquent que la baisse des prix pétroliers pourrait réduire le taux de croissance de 1 point de pourcentage dans les pays membres du CCG au cours de l'année à venir. En 2013, les revenus du pétrole et du gaz représentaient plus de la moitié du PIB des économies du Golfe et 75 % des recettes totales d'exportation.

Figure 12. Indices boursiers



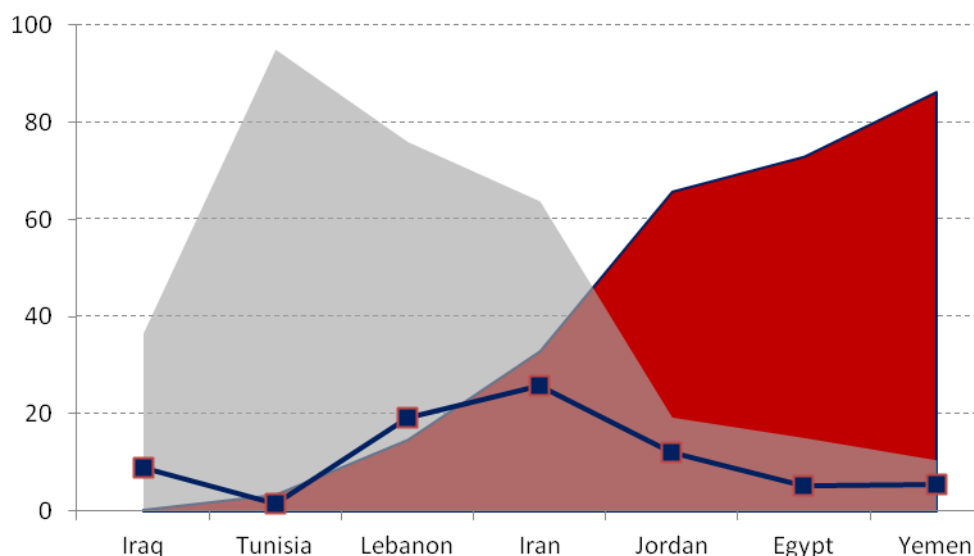
Source : Banque mondiale.

La plupart des pays membres du CCG possèdent des réserves considérables qui pourraient les aider à résister à la pression engendrée par la baisse des prix pétroliers sans avoir à effectuer des ajustements

importants en termes de dépenses d'infrastructure ou de taux d'endettement. L'Arabie saoudite a d'ores et déjà accumulé plus de 700 milliards de dollars de réserves, sans compter le montant de son fonds souverain. Néanmoins, il semblerait que les gouvernements régionaux reconsidèrent actuellement leurs dépenses. Ainsi, les dépenses d'investissement ont été plafonnées et hiérarchisées dans le budget de l'année 2015. En outre, le gouvernement saoudien s'apprête à augmenter les prix de l'énergie et du carburant et à accroître la rentabilité des revenus des produits non pétroliers, en particulier par le biais de droits et de frais. Grâce à ces mesures, le déficit budgétaire devrait être limité à 1,9 % du PIB (Tableau 4). En l'absence d'ajustement des politiques publiques, le déficit budgétaire aurait atteint 6,9 % du PIB. Le nouveau budget du Koweït a fixé le prix du baril de pétrole à 45 dollars et prévoit une marge de manœuvre à travers le fonds souverain (KIA) et les réserves. Bahreïn et l'Oman seront les pays les plus gravement touchés dans la région, en raison de leurs seuils de rentabilité budgétaire plus élevés et de leurs réserves inférieures à celles des autres pays. Bien que l'Oman vienne de publier un budget pour 2015 qui ne prévoit pas de mesures supplémentaires d'accroissement des recettes ou de restrictions des dépenses d'investissement, il pourrait y recourir dans le courant de l'année.

Le gouvernement de Bahreïn a d'ores et déjà engagé une réflexion sur la possibilité d'obtenir un appui budgétaire et de décaisser des fonds du CCG pour des investissements en capital. En l'absence de quelconques réformes, le déficit budgétaire de Bahreïn devrait atteindre 10 % du PIB. Au Qatar, pays qui accueillera la Coupe du monde de football en 2022, les dépenses d'infrastructure se poursuivront au même rythme. Cela pourrait également accroître les envois de fonds en provenance du Qatar. La baisse des prix pétroliers a incité les Émirats arabes unis à rechercher d'autres sources de revenus, notamment une taxe sur les envois de fonds. Si cette politique est adoptée dans d'autres États du Golfe, cela pourrait avoir un impact négatif sur le recrutement d'expatriés et réduire les envois de fonds vers le reste du monde. Les envois de fonds sont considérés comme une source de revenus majeure en Égypte, au Yémen et en Jordanie (Figure 13). Les envois de fonds totaux à partir des pays membres du CCG ont atteint 21 milliards de dollars en 2013, dont la moitié en provenance de l'Arabie saoudite.

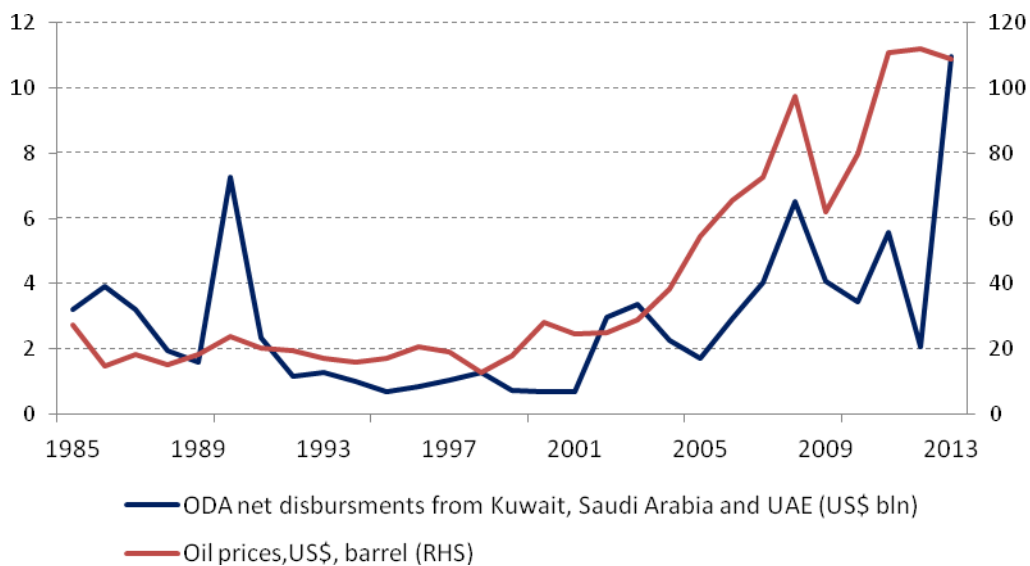
Figure 13. Envois de fonds des pays membres du CCG vers les pays de la région MENA (%)



Source : Banque mondiale

La baisse des prix pétroliers devrait ralentir l'augmentation des envois de fonds des pays du CCG vers le reste du monde, principalement l'Égypte, le Yémen et la Jordanie. La Banque mondiale estime qu'en dépit des prévisions à la hausse des envois de fonds, il peut y avoir une légère décélération des taux de croissance sans pour autant qu'ils tombent dans le rouge (Annexe 1). Les flux d'aide du CCG vers les autres pays de la région MENA pourraient également diminuer à la suite de la baisse des prix pétroliers. Traditionnellement, l'aide bilatérale suit l'évolution des cours du brut. Bien que ces derniers temps l'allocation de l'aide ait été motivée par des considérations politiques (voir la hausse de 2012 lorsque les prix pétroliers étaient stables, Figure 14), on pourrait penser que cette tendance ne se reproduira pas au vu de l'effondrement actuel.

Figure 14. Décaissements au titre de l'aide publique au développement de la part des pays du CCG



Source : Pour l'APD du CCG, voir le CAD, tableau 2a du 11 janvier 2015.

Tableau 4. État des finances des pays du Golfe en raison du choc des prix du pétrole

Solde budgétaire (% du PIB)			
		Projections	
	Prix moyen du baril de pétrole	Prix moyen du baril de pétrole	Prix moyen du baril de pétrole
	105 dollars	65 dollars	78 dollars
Arabie saoudite	8,7	-1,9	-2,8
Koweït	31,7	3,1	5,6
Bahreïn	-1,9	-5,3	-2,7
Oman	1,6	-11,6	-7,1
Qatar	11,1	-7,4	-5,8
Émirats arabes unis	6,5	-3,7	-2,3

Remarque : Les projections concernant un prix moyen du baril de pétrole à 65 dollars tiennent compte des ajustements de politiques.

Balance des paiements courants (% du PIB)			
		Projections	
	Prix moyen du baril de pétrole	Prix moyen du baril de pétrole	Prix moyen du baril de pétrole
	105 dollars	65 dollars	78 dollars
Arabie saoudite	16,2	2,8	6,8
Koweït	40,5	5,4	7,3
Bahreïn	8,0	-1,6	-0,1
Oman	8,9	-8,7	-4,9
Qatar	29,2	2,3	3,9
Émirats arabes unis	16,3	1,2	4,5

Source : Estimations du personnel de la Banque mondiale.

ANNEX 1.

BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE ET ENVOIS DE FONDS À PARTIR DES PAYS DU CCG²

La région du Golfe est une destination importante pour les migrants. En moyenne, ceux-ci représentent environ 50 % de la population des pays du CCG. Ces pays font également partie des principaux expéditeurs de fonds dans le monde. En 2013, l'Arabie saoudite et les EAU étaient les deuxième et troisième plus grands pays expéditeurs de fonds. Les envois de fonds représentent également une part importante de leurs PIB. Ils équivalaient à 5,7 % du PIB des pays du CCG en 2013 (contre seulement 0,7 % pour les États-Unis, premier pays expéditeur de fonds).

Tableau 1 de l'annexe. Migrants et envois de fonds vers l'étranger dans les pays du CCG

	Nombre d'immigrants Millions (2013)	% d'immigrants dans la population totale (2013)	Envois de fonds déclarés USD Millions	Envois de fonds estimés USD Millions (2013)	Envois de fonds par migrant 2013 (USD)	Envois de fonds au départ de la région % du PIB
Bahreïn	0,7	54	2 166	2 566	3 518	7,8
Koweït	2,4	69	15 242	11 495	4 790	6,5
Oman	1,1	28	9 104	4 789	4 307	6,0
Qatar	1,9	84	11 281	10 450	5 475	5,1
Arabie saoudite (2 ^e)	9,1	31	34 984	34 496	3 807	4,6
EAU (3 ^e)	8,0	85	17 933	29 574	3 690	7,4
Total CCG	23,2	47	90 711	93 370	4 020	5,7
États-Unis (1 ^{er})	45,8	14	53 590	124 840	2 727	0,7
Royaume-Uni (4 ^e)	7,8	12	2 222	24 585	3 142	0,9
Russie (5 ^e)	11,0	8	37 217	23 178	2 098	1,1

Étant donné que la plupart des migrants présents dans les pays du CCG sont actuellement originaires d'Asie du Sud, seule une moyenne de 22 % des envois de fonds à partir des pays du CCG sont destinés à d'autres pays de la région MENA.

² Cette section a été préparée par Dilip Ratha, Kirsten Schuettler, Seyed Reza Yousefi et, de la Banque mondiale.

Tableau 2 de l'annexe. Envois de fonds à partir du CCG vers d'autres pays de la région MENA

	Total des envois de fonds vers la MENA (USD Millions)	Envois de fonds vers la MENA Part du total des envois de fonds (%)
Bahreïn	496	19
Koweït	3 885	34
Oman	279	6
Qatar	1 544	15
Arabie saoudite	10 674	31
Émirats arabes unis	4 120	14
Total	20 998	22

Pour les pays de la région MENA, 43 % des envois de fonds proviennent des pays du CCG, 29 % d'Europe et 8 % des États-Unis. Les principaux pays de la région MENA destinataires d'envois de fonds au départ de pays du CCG, en termes absolus et relatifs, sont l'Égypte, le Yémen et la Jordanie. Ils sont également les plus exposés aux variations des envois de fonds à partir des pays du CCG.

Tableau 3 de l'annexe. Envois de fonds vers les pays de la région MENA à partir du CCG (%)

	Djibouti	Algérie	Égypte	Iran	Iraq	Jordanie	Liban	Maroc	CBG	Syrie	Tunisie	Yémen
CCG	0,0	0,0	72,9	32,9	0,3	65,7	14,7	1,3	7,9	49,8	3,4	86,2
États-Unis	0,2	1,1	5,1	25,7	8,8	12,0	19,1	2,7	1,6	9,8	1,5	5,4
OCDE	67,0	97,3	15,1	63,8	36,6	19,3	76,0	97,8	2,6	31,7	95,0	10,5

Note : L'OCDE comprend les États-Unis. CBG signifie la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

Quelles variables influencent les envois d'argent à partir des pays du CCG ? Nos régressions en utilisant un modèle à effets fixes montrent un impact positif et statistiquement important des prix du pétrole sur les envois de fonds au départ de ces pays. Cependant, on constate une faible élasticité, autour de 0,1. Ceci est conforme aux résultats de Naufal et Termos (2009) qui, de façon similaire, n'observent pas

d'impacts notables de la variation des cours du pétrole sur les envois d'argent à partir des pays du CCG.
3

Tableau 4 de l'annexe. Déterminants des envois de fonds à partir des pays du CCG

	(1)	(2)	(3)	(4)
Variable retardée envois de fonds	-0,069	-0,069	-0,071	-0,071
	[0,047]	[0,047]	[0,058]	[0,058]
Croissance du PIB	0,458***	0,458***	0,457***	0,457***
	[0,058]	[0,058]	[0,058]	[0,058]
Log prix du pétrole			0,138	
			[0,097]	
Log production de pétrole			0,020	
			[0,170]	
Hausse du prix du pétrole		0,105***		
		[0,023]		
Log recettes pétrolières				0,020
				[0,170]
Constante	0,658*	0,500	0,076	0,629
	[0,253]	[0,347]	[1,150]	[1,863]
Observations	112	112	112	112
R carré	0,427	0,427	0,427	0,427
Nombre du code	5	5	5	5

Note : La variable dépendante est le taux de croissance des envois de fonds en provenance des pays du CCG. Les régressions sont estimées sur des données en panel et incluent des effets fixes année et pays. L'échantillon comprend les pays du CCG à l'exception de Bahreïn dont les données sur la production de pétrole sont manquantes. La variable retardée des envois de fonds contrôle pour les effets de convergence. Le prix du pétrole est le prix moyen annuel du pétrole par baril (Brent). La production de pétrole est la production moyenne de pétrole en milliers de barils par jour.

Les envois de fonds réagissent de façon importante aux variations du PIB dans les pays du CCG. Les résultats indiquent également que les variations du PIB reflètent l'essentiel de l'impact des prix du pétrole (contrôler pour les prix du pétrole n'a pas d'effet sur le coefficient du PIB national).

³ Naufal, George Sami, et Termos, Ali A., « The Responsiveness of Remittances to Price of Oil: The Case of the GCC », *OPEC Energy Review*, vol. 33, n°s 3-4, p. 184-197, septembre/décembre 2009. Disponible sur le site du SSRN : <http://ssrn.com/abstract=930810> ou <http://dx.doi.org/10.1111/j.1753-0237.2009.00166.x>

En raison de l'absence de données, il est difficile d'estimer la manière dont les envois de fonds à partir des pays du CCG réagissent aux dépenses et investissements des gouvernements, et il est donc difficile de vérifier si l'inclusion de ces variables pourrait améliorer le modèle de prévision.

Les projections de la Banque mondiale pour les envois de fonds à partir du CCG sont donc fondées sur un modèle de prévision qui utilise le nombre de migrants et les variations de revenus des migrants, estimés en fonction du PIB des pays destinataires et expéditeurs. Pour les pays du CCG, nous utilisons les dernières prévisions de croissance des Perspectives économiques mondiales (GEP) publiées en janvier 2015 par la Banque mondiale, lesquelles tiennent compte de la baisse des prix du pétrole. Ces prévisions ont cependant peu varié depuis la chute récente des cours du pétrole.

Tableau 5 de l'annexe. Projections des envois de fonds à partir des pays du CCG

	Augmentation corrigée des envois de fonds au départ du CCG					Augmentation des envois de fonds au départ du CCG (octobre 2014)			
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016
	Projections								
EAU	4,0	3,6	3,4	3,0	3,0	3,6	3,3	3,2	3,0
Bahreïn	4,9	3,7	2,8	2,8	2,8	4,5	3,7	2,8	3,2
Koweït	0,8	1,5	1,6	2,2	2,2	0,4	1,5	1,6	2,2
Oman	5,3	4,5	5,2	4,0	4,1	4,9	4,6	4,1	4,1
Qatar	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	2,6	3,3	2,6	2,8	2,9	2,6	2,6	2,7	2,8

En conséquence, les envois de fonds devraient augmenter à des taux proches de ceux estimés dans les projections précédentes et ne devraient faire l'objet que de légères variations. Certains pays connaissent un faible ralentissement des taux de croissance des envois de fonds, mais sans pour autant atteindre des taux de croissance négatifs.

Annex 2. Tableaux sur les pays

Égypte				
	PIB	Chômage	Dettes intérieure	IDE
	Croissance (%)	taux (%)	(% du PIB)	(USD millions)
Ex. 10				
T1	4,6	9,1	62,3	1 731
T2	5,0	9,0	64,4	895
T3	5,6	8,9	67,1	1 706
T4	5,4	8,9	67,0	2 426
Ex. 11				
T1	5,5	11,9	67,1	1 597
T2	5,6	11,8	63,0	656
T3	-4,3	11,9	68,0	-164
T4	0,4	12,4	70,5	99
Ex. 12				
T1	0,3	12,6	65,9	440
T2	0,4	12,6	68,4	-858
T3	5,2	12,5	70,5	1 584
T4	3,3	13,0	74,9	2 817
Ex. 13				
T1	2,6	13,2	71,4	1 164
T2	2,2	13,3	74,6	1 316
T3	2,2	13,4	80,0	1 075
T4	1,5	13,4	83,4	1 629
Ex. 14				
T1	1,0	13,3	76,0	1 246
T2	1,4	13,1	77,3	1 603
T3	2,5	...	80,3	1 841
T4	3,7	...	85,1	...
Ex. 15				
T1	6,8	...	...	...

Source : sources nationales officielles. Ex. signifie « exercice » ; Ex. 10 est clos en juin 2010.

	Jordanie			Liban			Tunisie		
	Croissance du PIB (%)	Taux de chômage (%)	Dette intérieure (% du PIB)	Croissance du PIB (%)	Dette intérieure (% de la dette totale)	IDE milliards (\$)	Croissance du PIB (%)	Taux de chômage (%)	Dette intérieure (% du PIB)
2010									
T1	2,4	12,4	40,3	8,2	66,4	0,8	5,3	...	...
T2	1,4	12,2	41,7	10,4	66,7	1,2	2,8	...	...
T3	2,2	13,5	43,9	8,1	66,3	1,0	2,5	...	...
T4	3,2	11,8	42,5	5,4	67,9	1,3	1,3	13	16
2011									
T1	2,3	13,1	43,7	-0,9	67,6	0,3	-2,7	...	...
T2	2,4	13,2	44,1	-0,3	67,9	1,3	-0,9	18,3	...
T3	2,6	13,1	43,7	3,0	68,7	0,6	-2,1	...	17,7
T4	3,1	12,1	48,8	6,3	68,4	1,3	-1,9	18,9	18,7
2012									
T1	3,0	11,4	51,0	7,3	69,3	0,7	5,1	18,1	18,4
T2	2,9	11,6	54,4	5,2	66,1	1,2	2,2	17,6	
T3	2,6	13,1	56,1	-1,3	66,8	0,9	3,8	17,0	18,3
T4	2,2	12,5	57,7	-2,2	65,8	0,9	4,7	16,7	16,6
2013									
T1	2,6	12,8	56,9	-0,7	67,4	0,6	2,2	16,5	18,1
T2	3,1	12,6	57,5	-1,2	65,4	0,8	2,8	15,9	18,7
T3	2,8	14	57,4	3,8	67	...	2,1	15,7	19,7
T4	2,9	11	56,3	2,2	67,8	...	1,9	15,3	19,6
2014									
T1	3,2	11,8	57,0	-0,8	68,0	...	2,2	15,2	20,1
T2	2,8	12,0	55,6	0,5	68,4	...	2,0	...	20,2
T3	...	11,4	...	...	...	...	2,3	...	...
T4	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Source : autorités nationales officielles.

	Égypte		Jordanie		Liban	
	Réserves de change (Milliards de \$)	Tourisme, nb d'arrivées (Millions)	Réserves de change (Milliards de \$)	Tourisme, nb d'arrivées (milliers)	Réserves de change, ou non compris (Milliards de \$)	Tourisme, nb d'arrivées (Milliers)
2010						
Janv.	34,24	1,1	11,5	32	26,8	106
Févr.	34,35	1,1	11,5	42	27,0	129
Mars	34,53	1,3	11,7	73	27,2	158
Avril	34,68	1,2	11,6	93	27,3	169
Mai	35,13	1,2	11,2	74	27,3	170
Juin	35,25	1,0	10,9	44	27,4	231
Juill.	35,30	1,3	11,5	41	27,9	362
Août	35,55	1,1	11,7	40	28,2	166
Sept.	35,56	1,2	11,8	63	28,5	203
Oct.	35,57	1,5	11,8	91	28,2	157
Nov.	35,60	1,4	12,6	72	27,7	164
Déc.	36,04	1,3	12,8	42	28,6	152
2011						
Janv.	35,02	1,1	12,9	33	28,3	98
Févr.	33,34	0,2	12,5	37	28,4	107
Mars	30,12	0,5	11,9	53	28,5	136
Avril	28,04	0,8	11,6	51	28,8	135
Mai	27,24	0,7	11,6	35	28,4	121
Juin	26,59	0,7	11,4	21	28,3	178
Juill.	25,73	0,9	12,3	25	28,9	220
Août	25,03	0,9	12,3	20	30,6	133
Sept.	24,03	0,9	11,9	28	30,6	149
Oct.	22,09	1,1	11,7	46	30,5	125
Nov.	20,17	1,0	11,6	40	30,8	124
Déc.	18,14	0,9	11,3	32	30,8	130
2012						
Janv.	16,38	0,8	10,9	27	30,7	96
Févr.	15,74	0,8	10,4	33	30,8	98
Mars	15,14	0,9	10,2	45	31,0	120
Avril	15,24	1,0	9,6	55	31,8	124
Mai	15,54	0,8	8,5	42	29,6	120
Juin	15,56	0,9	7,8	29	29,3	157
Juill.	14,44	1,0	7,8	26	29,6	157
Août	15,15	1,0	8,1	24	29,5	115
Sept.	15,07	1,0	8,2	34	30,0	100
Oct.	15,51	1,2	8,3	57	29,5	93
Nov.	15,06	1,1	7,6	43	29,8	76
Déc.	15,04	1,0	7,9	30	30,0	111
2013						
Janv.	13,64	0,9	8,8	20	31,0	81
Févr.	13,53	0,8	9,3	29	30,3	87
Mars	13,45	1,1	9,6	47	30,4	106
Avril	14,45	1,1	10,8	54	30,7	102
Mai	16,06	1,0	10,4	44	31,4	111
Juin	14,96	1,0	10,7	27	31,7	136
Juill.	18,91	0,8	10,9	21	31,3	130
Août	18,95	0,6	11,8	32	31,0	137
Sept.	18,73	0,3	11,8	34	32,0	86
Oct.	18,61	0,6	11,8	50	31,9	103
Nov.	17,79	0,7	13,2	40	31,8	83
Déc.	17,05	0,7	13,0	35	31,7	111
2014						
Janv.	17,13	0,6	13,4	25	32,3	72
Févr.	17,33	0,6	13,4	31	33,4	74
Mars	17,44	0,8	13,6	41	33,6	83
Avril	17,51	0,9	13,8	...	33,7	102
Mai	17,31	0,8	14,2	...	33,3	111
Juin	16,71	0,8	15,3	...	33,8	142
Juill.	16,76	0,9	15,4	...	35,1	161
Août	16,86	1,0	15,6	...	33,1	151
Sept.	16,90	...	...	...	32,3	121
Oct.	16,93	...	...	...	...	...
Nov.	15,80	...	...	...	...	...

	Libye		Tunisie		Yémen	
	Réserves de change (Milliards de \$)	Réserves de change (Milliards de \$)	Tourisme, nb d'arrivées (Milliers)	IDE (Millions de DT)	Réserves de change (Milliards de \$)	IDE (Millions de rials)
2010						
Janv.	97,5	10,4	333		6,5	27 270
Févr.	96,9	9,8	325	275	6,4	28 091
Mars	95,3	9,7	441	476	6,1	29 774
Avril	96,4	8,8	495	609	6,1	30 427
Mai	96,2	8,8	612	764	5,8	30 892
Juin	97,4	8,7	703	937	5,8	28 854
Juill.	97,2	8,8	1 064	1 179	8,8	32 452
Août	98,3	9,0	810	1 433	5,8	29 154
Sept.	99,1	9,5	690	1 699	6,0	29 120
Oct.	102,1	9,7	646	1 901	5,9	31 135
Nov.	101,5	9,3	368	2 227	5,7	31 098
Déc.	99,9	9,5	416	2 418	5,9	236 569
2011						
Janv.	103,8	9,4	178		5,9	240 312
Févr.	107,6	9,2	184	215	5,9	234 267
Mars	107,6	9,2	252	339	5,3	225 939
Avril	109,3	8,4	314	518	5,1	224 020
Mai	107,9	7,9	358	580	4,8	217 430
Juin	107,4	7,7	...	775	4,7	216 092
Juill.	106,8	8,2	656	868	8,2	211 807
Août	106,9	8,6	...	1 077	4,7	211 327
Sept.	104,3	8,0	...	1 238	4,7	210 211
Oct.	105,5	8,0	494	1 379	4,8	209 058
Nov.	104,6	7,7	372	1 451	4,5	211 885
Déc.	105,0	7,5	326	1 718	4,5	212 081
2012						
Janv.	106,4	7,5	310	172	4,6	206 576
Févr.	108,5	7,3	256	321	4,7	206 753
Mars	112,3	7,1	372	441	4,7	206 929
Avril	113,9	6,6	469	628	4,7	244 871
Mai	114,2	6,4	499	942	4,6	208 026
Juin	116,5	6,4	596	951	4,6	218 608
Juill.	112,2	6,5	743	1 116	6,5	236 277
Août	116,0	6,5	740	1 166	4,9	238 153
Sept.	117,9	6,5	689	1 554	6,1	231 980
Oct.	118,6	6,4	495	1 440	5,9	221 741
Nov.	119,0	6,4	386	1 547	6,0	227 461
Déc.	118,6	8,4	396	3 079	6,1	231 747
2013						
Janv.	119,5	8,3	396	206	6,2	230 399
Févr.	119,4	7,4	248	290	5,7	240 388
Mars	120,6	7,3	279	424	5,9	244 871
Avril	121,5	7,2	...	479	5,9	245 841
Mai	119,8	6,6	...	...	5,7	245 260
Juin	120,5	7,2	...	939	5,6	239 627
Juill.	122,1	7,2	...	1 079	7,2	235 641
Août	121,2	7,1	...	1 208	5,6	243 288
Sept.	122,1	7,2	...	1 492	5,6	243 863
Oct.	122,1	7,2	...	1 668	5,5	249 018
Nov.	118,9	7,3	...	1 777	5,5	251 409
Déc.	115,4	7,3	...	1 960	5,3	267 523
2014						
Janv.	111,3	7,5	...	...	5,2	268 732
Févr.	109,6	7,4	...	192	5,0	269 740
Mars	107,8	7,3	...	441	4,9	263 467
Avril	104,7	7,0	...	407	4,7	261 971
Mai	...	6,8	...	...	4,5	257 757
Juin	...	6,7	...	...	4,7	...
Juill.	...	7,1	...	...	5,2	...
Août	...	...	...	...	...	...
Sept.	...	...	...	...	...	...
Oct.	...	...	...	...	...	...

Note : Les données de décembre sur les IDE sont cumulées pour l'année. DT : dinars tunisiens Source : statistiques financières internationales, sources nationales officielles

Chômage des jeunes (% de la population active entre 15 et 24 ans)

	2010			2011			2012		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Égypte	54,6	14,8	26,3	65,0	23,6	35,5	64,9	23,8	35,7
Iran	40,8	25,2	28,4	40,6	25,1	28,4	40,5	25,8	28,9
Jordanie	49,7	25,1	30,1	48,8	27,3	31,6	51,1	26,4	31,3
Liban	22,2	23,1	22,8	22,0	23,1	22,7	21,8	23,3	22,8
Libye	30,6	18,1	22,1	27,4	18,0	21,0	34,4	18,8	23,9
Tunisie	27,3	30,3	29,4	27,1	30,3	29,3	27,2	30,2	29,3
Yémen	53,3	27,9	35,1	52,4	27,8	34,8	51,7	28,1	34,8

Source : Banque mondiale.

Yémen				
	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB (%)	3,32	-15,09	2,19	3,2
Taux de chômage (%)	17,8	...	...	...
Dette intérieure (% du PIB)	19,0	25,0	24,0	36,0
IDE (Millions de \$)	188,6	-517,8	-14,2	-133,6
Réserves de change (Milliards de \$)	5 689,0	4 269,0	4 917,0	4 102,0
Tourisme, nb d'arrivées (Milliers)	1 024,8	829,2	874,4	1 322,6

Source : Sources nationales officielles.

Irak							
		Croissance du PIB (%)	Chômage (% du PIB)	Taux de la dette intérieure (%)	IDE (Millions de \$)	Réserves de change (Millions de \$)	Tourisme, tourisme international, recettes (Millions de \$)
2010							
	T1	6,6	...	...	...	...	...
	T2	4,5	...	...	...	...	...
	T3	4,5	...	...	...	...	...
	T4	6,6	...	...	...	...	...
Annuel			15,1	7,1	1 300	50 639	1 736 000
2011							
	T1	6,7	...	...	...	...	...
	T2	12,8	...	...	...	...	...
	T3	10,7	...	...	...	...	...
	T4	10,5	...	...	...	...	...
Annuel			11,1	6,7	1 900	61 085	1 557 000
2012							
	T1	6,4	...	...	...	...	...
	T2	10,0	...	...	...	...	...
	T3	13,4	...	...	...	...	...
	T4	11,0	...	...	...	...	...
Annuel				5,9	2 900	70 327	1 640 000
2013							
	T1	10,3	...	...	...	...	...
	T2	5,4	...	...	...	...	...
	T3	0,9	...	...	...	...	...
	T4	1,1	...	...	...	...	...
Annuel				5,5	5 400	77 700	...
2014							
	T1	2,9	...	...	...	...	...
	T2	...	...	...	...	...	...
	T3	...	...	...	...	...	...
	T4	...	...	...	...	...	...
Annuel		...	...	6,6	1 000	78 600	...

Source : Autorités Iraquiennes, FMI et estimations WDI.

Iran						
		Croissance du PIB	Croissance du PIB	Production de	Exportations de	Taux d'inflation
		(%)	Sans pétrole	pétrole	pétrole	(%)
				(Millions de bpj)	(Millions de bpj)	
2010/2011						
	T1	4,3	5,7	3,5	2,0	9,3
	T2	5,6	5,3	3,5	2,0	9,7
	T3	6,6	7,5	3,5	2,0	12,4
	T4	6,5	5,5	3,5	2,0	17,9
2011/2012						
	T1	8,6	6,9	3,6	2,1	21,1
	T2	3,5	9,6	3,6	2,1	21,3
	T3	2,3	1,7	3,6	2,1	22,0
	T4	2	5,6	3,7	2,2	20,6
2012/2013						
	T1	-9	-3,1	3,8	2,1	21,8
	T2	-9	-1,9	3,7	...	25,3
	T3	-6,9	-1,0	3,7	...	34,1
	T4	-2	2,4	3,7	...	39,5
2013/2014						
	T1	-4,1	-1,4	...	...	43,0
	T2	-0,9	-0,8	...	...	42,9
	T3	-1,8	-1,8	...	...	32,6
	T4	-1,1	-1,6	...	...	23,6
2014/2015						
	T1	4,6	4,4	...	...	16,2

Source : Banque centrale de la République islamique d'Iran. Exercice clos le 21 mars.

Iran					
	nb de constructions	Taux de chômage (%)			
	(toutes zones urbaines)	Total	Femmes	Hommes	15-24
2010/2011					
	42 489	14,6	...	...	...
	37 859	14,6	...	...	...
	45 688	14,6	...	...	...
	54 958	13,5	...	...	...
2011/2012					
	43 281	12,3	...	...	...
	42 906	11,1	...	...	24,7
	46 676	11,8	20,6	10,1	26,3
	58 519	12,3	20,9	10,5	26,5
2012/2013					
	49 727	12,9	20,0	11,2	28,6
	44 240	12,4	22,1	10,2	27,0
	38 763	11,2	17,7	9,8	25,8
	56 061	12,2	19,9	10,5	26,9
2013/2014					
	47 356	10,6	18,7	8,8	22,9
	46 509	10,4	21,1	8,1	23,9
	32 774	10,3	20,4	8,5	24,3
	46 053	10,4	19,8	8,6	24,0
2014/2015					
	32 851	10,7	19,4	9,0	24,8

Source : Banque centrale de la République islamique d'Iran.

Partenaires commerciaux, exportations (% du total des exportations)

Iran

	2011	2012	2013	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2014 T2	2014 Mars	2014 Avril	2014 Mai	2014 Juin	2014 Juill.
MENA	2,94	3,97	5,13	5,73	5,30	4,62	5,10	5,23	5,08	5,06	5,15	4,82
Algérie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Égypte	0,02	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05	0,07	0,03	0,02	0,04
Jordanie	0,01	0,01	0,02	0,02	0,04	0,01	0,04	0,02	0,01	0,01	0,09	0,01
Liban	0,03	0,03	0,04	0,02	0,06	0,04	0,03	0,04	0,04	0,03	0,04	0,02
Maroc	0,01	0,18	0,60	0,68	0,57	0,58	0,61	0,63	0,64	0,59	0,59	0,59
Oman	0,12	0,03	0,06	0,06	0,05	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Qatar	0,04	0,03	0,06	0,06	0,05	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Arabie saoudite	0,72	0,97	1,16	1,25	1,21	1,08	1,18	1,06	1,10	1,21	1,23	1,24
République arabe syrienne	1,08	1,50	1,81	2,17	1,95	1,40	1,69	1,98	1,73	1,69	1,65	1,42
Tunisie	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Émirats arabes unis	0,86	1,16	1,38	1,47	1,36	1,39	1,42	1,38	1,41	1,41	1,44	1,43
Yémen, République du	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Chine	21,18	22,08	26,96	28,37	27,02	28,90	34,64	28,65	39,28	37,57	26,94	29,08
Inde	8,06	11,92	10,65	8,43	12,31	13,61	9,23	13,31	9,08	8,86	9,75	11,78

Partenaires commerciaux, importations (% du total des importations)

Iran

	2011	2012	2013	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2014 T2	2014 Mars	2014 Avril	2014 Mai	2014 Juin	2014 Juill.
MENA	31,40	34,55	37,55	38,36	34,09	39,50	34,46	39,94	37,42	31,30	35,23	29,25
Bahreïn	0,08	0,09	0,10	0,10	0,09	0,10	0,09	0,10	0,10	0,08	0,09	0,08
Égypte	0,11	0,08	0,04	0,04	0,03	0,06	0,03	0,06	0,02	0,02	0,04	0,03
Jordanie	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,03	0,06	0,01	0,01	0,06
Koweït	0,15	0,17	0,18	0,19	0,17	0,19	0,17	0,19	0,18	0,15	0,17	0,14
Liban	0,02	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00
Oman	0,46	0,36	0,42	0,42	0,38	0,46	0,40	0,45	0,43	0,38	0,39	0,31
Qatar	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Arabie saoudite	0,32	0,35	0,38	0,39	0,35	0,40	0,35	0,41	0,38	0,32	0,36	0,30
République arabe syrienne	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,05	0,05	0,04	0,05	0,04
Tunisie	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Émirats arabes unis	30,19	33,42	36,33	37,14	32,99	38,19	33,33	38,63	36,15	30,28	34,11	28,28
Chine	16,97	13,87	18,87	20,11	25,49	22,53	29,46	21,60	28,33	33,63	25,82	37,33
Inde	2,94	3,10	6,48	6,61	5,81	6,40	4,79	5,70	4,39	4,08	5,97	4,29

Source : Direction of Trade Statistics, FMI.

RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD DE LA BANQUE MONDIALE

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA, Numéro 4, Janvier 2015

CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

<http://www.banquemondiale.org/fr/region/mena/publication/mena-quarterly-economic-brief>



LA BANQUE MONDIALE